

land



N°22 · 29.05.2026 · 73. Jahrgang Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK

Bessere Infrastruktur überall im Land

Krankenhausbauten werden nicht nur teurer. Die Spitäler sind auch zurück im Konkurrenzkampf

„Eng reell Verbonnenheet mam Härgott“

Seit anderthalb Jahren ist Ricardo Marques CSV-Abgeordneter. Eine Begegnung während der Echternacher Springprozession

Einheit um jeden Preis?

Im Krieg gegen Russland rehabilitiert die Ukraine umstrittene Nationalisten. Der Historiker Grzegorz Rossoliński-Liebe betrachtet das mit Sorge

WIRTSCHAFT

« La Vefa ne se redressera pas dans ces conditions »

Sandra Huber, la CEO d'Iko Real Estate, sur la crise du logement, les moyens pour en sortir et le Musée des sports

FEUILLETON

Time machine

La découverte d'un album-photos de 1936 sur un marché aux puces documente de manière inédite les fouilles archéologiques du Loschbour



« Straußensteak mit Meerblick »

IIII Bernard Thomas

Sous le dôme de chaleur, on se met à rêver d’une *Energie-Tripartite* qui se muerait en *Klima-Tripartite* et aboutirait à un « paquet » plaçant la résilience au-dessus du clientélisme, la justice sociale au-dessus des cadeaux pour la classe moyenne, la transition verte au-dessus du statu quo fossile. Mais les atavismes sont tenaces. Pareille à elle-même, la CGFP exige une *Kafkraaft-Tripartite* : des baisses d’impôt temporaires et « eine vollständige und zügige Anpassung der Steuertabelle » pour tout le monde. « L’évasion est proche », annonce la dernière édition de *fonction publique* : Une publicité pour l’agence de voyages de la CGFP, qui promeut l’Afrique du Sud comme destination : « Straußensteak mit Meerblick ». Le directeur de Luxair promet, lui, que les vacances d’été sont assurées. « Wir sind über den Sommer hinaus zu fast 100 Prozent gehedgt », déclare-t-il à *Aero Telegraph*. Et d’ajouter : « Übrigens haben wir die Krise auch genutzt, um zu sehr günstigen Konditionen Zertifikate für den Europäischen Emissionshandel zu kaufen. » Dès le 1^{er} avril, l’OGBL et le LCGB avaient revendiqué « un mécanisme de stabilisation des prix des carburants » et une baisse des accises. Leur catalogue de revendications pour la Tripartite s’avère moins carboné. Ils y demandent une baisse des accises sur le mazout (mais non sur l’essence et le diesel), ainsi qu’un « crédit d’impôt ciblé pour les grands rouleurs ». Par bienséance climatique peut-être, l’Union des syndicats a prévu un discret sous-point « transition énergétique », dans lequel elle réclame « un soutien renforcé aux pompes à chaleur » et « des mécanismes de tiers-investissement public pour ménages modestes ».

Le patronat fait pression pour endiguer l’inflation, et ainsi retarder les prochaines tranches indiciaires. Une telle intervention étatique prend traditionnellement la forme d’une baisse de la TVA, d’une subvention de l’électricité ou d’un plafonnement des prix des énergies fossiles. Le gouvernement a jusqu’ici résisté à cette dernière option, craignant un « rush » sur les aires de Berchem, Capellen ou Wasserbillig : « Vous êtes prêts à mobiliser l’argent du contribuable pour que le Luxembourg joue à la station-service de la Grande Région ?! », avait lancé le ministre de l’Économie, Lex Delles (DP), à la mi-mars au Parlement. Deux mois plus tard, le commissaire à l’Énergie a jeté un froid en invoquant, lors du premier round tripartite, le « risque réel de pénuries en cas de crise prolongée ». Côté politique, ce scénario *worst-case* n’est quasiment jamais évoqué. Les appels à limiter la consommation ou à passer aux renouvelables sont restés très timides. Tout au plus Lex Delles a-t-il recommandé « eine vorausschauende und sanfte Fahrweise », invitant ceux qui envisagent l’achat d’un nouveau véhicule « auch ein Elektroauto in Betracht zu ziehen ». Quant à Luc Frieden, il aurait pu opter pour un discours « blood, toil, tears and sweat » lors de son état de la nation. Il a préféré éviter les sujets qui fâchent : L’apôtre (apostat) de la rigueur budgétaire n’ose pas prêcher la sobriété énergétique. La politique environnementale ne devrait « pas embêter » les gens, avait ressassé « de neie Luc » durant sa campagne électorale, visant sans relâche les Verts, identifiés comme le maillon faible de la coalition sociale-libérale. C’est comme un *afterthought* qu’il a glissé, à la toute fin de son briefing du 22 avril (lors duquel il venait d’annoncer la tenue d’une Tripartite) que chacun devait se demander « de manière volontaire » comment épargner de l’énergie : « Dat wëssen eis Matbierger ». Si le blocage du détroit d’Ormuz était une chance pour accélérer la transition, le gouvernement ne l’a pas saisie jusqu’ici.

Mais ne soyons pas défaitistes. La photovoltaïque a connu un boom au cours des dernières années. C’était la grande priorité de Turmes et Delles, le *low-hanging fruit*. Le plat de résistance, ce sera la décarbonation. Les consommateurs commencent peu à peu à se réorienter. Les immatriculations de voitures électriques augmentent : Entre avril 2025 et avril 2026, elles sont passées de 999 à 1 533. (Le mois dernier, 1 554 voitures thermiques et 1 619 hybrides ont été immatriculées.) Le talon d’Achille reste la trop lente progression des pompes à chaleur. Le gouvernement a manqué ses propres objectifs de 80 pour cent, a calculé *Reporter*. Depuis 2020, l’État n’aura versé que 31 millions d’euros en subsides pour des pompes à chaleur, tandis que l’ardoise du *Präissdeckel* sur le gaz s’est, elle, élevée à 380 millions.

La question des pompes à chaleur ne se résume pas à une « simple » question d’argent. Figés dans leurs routines, de nombreux chauffagistes restent réticents à en recommander à leurs clients. Les bailleurs voient la dépense, mais moins les économies (dont bénéficieront leurs locataires). Les communes sont souvent pusillanimes, ce qui se reflète dans des règlements restrictifs, voire vexatoires, notamment dans la capitale. (Annoncé depuis longtemps, un règlement-type est actuellement en élaboration aux Affaires intérieures ; mais il ne sera pas contraignant.) Bref, en l’an 2026, la plupart des chaudières à gaz sont toujours remplacées par des chaudières à gaz. Celles-ci tourneront encore vingt ans, voire plus. Soit au-delà de 2050, date à laquelle le Luxembourg s’est engagé à atteindre la neutralité climatique. Dans son discours sur l’état de la nation, Frieden disait vouloir « permettre à chacun » de passer aux renouvelables, mais « sans l’imposer ». Comme d’habitude, la politique luxembourgeoise regarde du côté de l’Allemagne ; et reste tétanisée à l’idée d’une éventuelle « Heizungsdebatte ». ●



Großbaustelle CHL: 2029 soll das neue Bâtiment Centre bezugsfertig sein



Die Eicher Klinik soll eigentlich geschlossen werden, aber so sicher ist das nicht mehr

Politi





Sven Becker



Sven Becker



Archiv: Patrick Gähwies

Auf dem Kirchberg haben die Hôpitaux Robert Schuman große Pläne. Unter anderem soll ein „Turm“ entstehen

Bessere Infrastruktur überall im Land

IIII Peter Feist

Krankenhausbauten werden nicht nur teurer. Die Spitäler sind auch zurück im Konkurrenzkampf

„Dat ass enorm!“, meinte Claude Wiseler. Es war am 22. Juli 2022. Die Abgeordnetenkommission debattierte das Gesetz zur Finanzierung des neuen „Bâtiment Centre“ für das CHL. Die CSV war in der Opposition, Claude Wiseler der gesundheitspolitische Sprecher ihrer Kammerfraktion. Beim Gesundheitsministerium hatte er eine Schätzung der Ausgaben für Spitalinfrastrukturen bis Ende des Jahrzehnts angefragt. Und berichtete: „A wann ee kuckt, an deem Fonds plurianuel, da gesäit een, datt 1,5 bis zwou Milliarden Depensen an deenen nächsde Joeren dra sinn un Investissementer an nei Gebaier. Dat ass enorm...“

Aus heutiger Sicht sind 1,5 bis zwei Milliarden Euro gar nicht mal so viel. Eine ganze Reihe Bauvorhaben von Spitälern sind entweder in der Realisierung und die Kosten laufen davon. Oder sie sind in Planung und werden wahrscheinlich teuer. Oder sie könnten bestehende Bauten doch nicht ersetzen, weil die weitergenutzt werden – dann spielt Politik eine Rolle. Und über allem schwebt die Frage, was in neuen oder aufwändig renovierten Häusern gemacht werden soll, und wie. Was auch mit Politik zu tun hat.

80 Prozent vom Staat, 20 Prozent von der CNS

Die Grundsätze der Finanzierung sind recht einfach: Die Kosten für Neubau, Ausbau und Renovierung von Klinikinfrastrukturen trägt zu 80 Prozent der Staat über den Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières. 20 Prozent übernimmt die CNS in Form von Abschreibungen. Ehe eine Entscheidung über die Finanzierung fällt, werden die Projekte in der Commission permanente du secteur hospitalier (CPH) diskutiert. Dort sitzen Vertreter/innen von Regierung, CNS, Krankenhausverband, Ärztesverband. Die CPH begleitet die Planungsetappen. Zu großen Vorhaben arbeiten ihr externe Büros zu. Sie rechnen die Planungen nach, die im Auftrag der Spitäler entstanden sind, schlagen Anpassungen vor und manchmal herzhaft Kürzungen. Dann kann in einem Sitzungsprotokoll der Krankenhauskommission stehen, der Repräsentant der jeweiligen Klinik reagierte „étonné“. Zum Schluss schreibt die CPH ein Gutachten als Entscheidungshilfe für das Gesundheitsministerium, beziehungsweise den Regierungsrat.

Die öffentliche Finanzierung umfasst nur, was mit dem Klinikbetrieb zu tun hat. Für den Bau von Parkhäusern oder Tiefgaragen, Cafeterien und Geschäftsflächen in einer Klinik zahlt das Krankenhaus selber. Für Praxisräume, die an Ärzt/innen vermietet werden, auch.

CHL: Milliardengrenze überschritten

Für das neue Bâtiment Centre des CHL wurde vor vier Jahren der Gesamtpunktwert mit 821 Millionen Euro angegeben: 556 Millionen Euro würden auf den Staat entfallen, 138 Millionen auf die CNS, 127 Millionen auf das CHL. Am 6. Mai berichtete *RTL-Télé*, die Milliardengrenze werde überschritten. Was genau teurer wird und für wen, ist nicht bekannt, es könnte aber alle drei Kosten-Parteien betreffen. Schon am 26. November vorigen Jahres, als die parlamentarischen Ausschüsse für Haushaltskontrolle und für Santé & Sécu sich mit den Ausgaben für Klinikinfrastrukturen befassen, wie sie das alle sechs Monate tun, erfuhren sie von Gesundheitsministerin Martine Deprez (CSV), für das Bâtiment Centre müsse das Finanzierungsgesetz von 2022 angepasst werden. Der Regierungskommissar für die Spitäler berichtete, infolge der diversen Krisen sei es nicht einfach mit den Ausschreibungen der einzelnen Aufträge. „Verschiedene Preise sind wirklich ganz stark gestiegen.“

Damit scheint der Neubau in Strassen, für den Ende Februar 2024 der Grundstein gelegt wurde und der 2029 bezogen werden soll, einer zu sein, für den die Kosten davon laufen. Ungefähr mit der Entwicklung des Baupreis-Index:

Zur Verabschiedung des Finanzierungsgesetzes galt der Baupreis-Index von 924,32 Punkten vom Oktober 2021. Derzeit gilt der vom Oktober 2025, er beträgt 1 173,24 Punkte. Rechnet man ihn auf die insgesamt 821 Millionen Euro von vor vier Jahren um, werden daraus 1,04 Milliarden.

Doch es ist nützlich, den CHL-Neubau in einen Zusammenhang mit Projekten der anderen drei großen Akutspitäler zu rücken. Mit dem Südspidol des Centre hospitalier Emile Mayrisch (Chem) zum Beispiel. Welches leider beinahe ein Jahrhundertvorhaben genannt werden kann: Die Diskussionen darüber begannen 2010 unter der letzten CSV-LSAP-Regierung. Im März 2018 gab die Krankenhauskommission CPH ihr Abschlussgutachten heraus. Am 18. April 2018 nahm das Parlament das Finanzierungsgesetz zum Südspidol an: 433 Millionen Euro vom Staat zum Baupreis-Index vom Oktober 2017 (demnach 108 Millionen von der CNS). Baubeginn sollte 2019 sein, die Eröffnung 2023. Doch nachdem der Chem-Verwaltungsrat entschied, dem ausführenden Architektenbüro den Auftrag zu entziehen, überarbeitet ein neues Konsortium die Planungen in mehr als hundert Punkten und ein neues Finanzierungsgesetz ist nötig. Die Gesundheitsministerin deutete vor sechs Wochen auf eine parlamentarische Anfrage der LSAP hin vorsichtig an, „unter Vorbehalt“ könnte der Baubeginn „für 2028 in Betracht gezogen werden“.

Südspidol: Wirklich mit „Return on invest“?

In der Version von vor acht Jahren waren die Pläne zum Südspidol in ein paar Hinsichten bemerkenswert. Zum Beispiel hatte das Projekt zur Auflage erhalten, die Aktivitäten der drei Chem-Krankenhäuser in Esch/Alzette, Niedercorn und Düdelingen an einem Standort zu bündeln. Im Entwurf zum Finanzierungsgesetz war mehrmals die Rede von einem „site unique“ oder einem „seul site“. Die CPH hob in ihrem in Deutsch verfassten Abschlussgutachten hervor, die „definitive Beendigung jeder Krankenhausaktivität in den jetzigen Gebäuden des CHEM in Esch/Alzette, Düdelingen und Niedercorn“ sollte „eine Bedingung der Genehmigung sein“.

Die Konzentration an einem Ort ergab sich nicht nur aus dem medizinischen Konzept für das Südspidol. Sie sollte auch ermöglichen, dass es, anders als frühere Klinik-Neubauten, der Krankenversicherung nicht durch höhere Betriebskosten zur Last fiel. Die 2003 neu eröffneten Hôpital de Kirchberg und Bohler-Klinik der Schuman-Gruppe und das Ettelbrücker Spital des Centre hospitalier du Nord hatten um 15 Prozent höhere Betriebskosten als ihre Vorgängerkliniken. Dagegen sollte sich im Südspidol durch um 15 Prozent kleinere Betriebskosten sogar elf bis zwölf Jahre nach Inbetriebnahme ein „Return on invest“ ergeben.

Doch ob die „definitive Beendigung jeder Krankenhausaktivität in den jetzigen Gebäuden des CHEM“ noch immer gelten soll, ist nicht sicher. Beziehungsweise: In den jetzigen Gebäuden wohl, aber nicht unbedingt in anderen. Ende November vergangenen Jahres erzählten der Escher CSV-Bürgermeister und Chem-Präsident Christian Weis und Chem-Generaldirektor René Metz dem *Tageblatt* von einem „Masterplan“ für die Südregion. Würde das Südspidol im Jahr 2033 fertig, könnte in Niedercorn ein „Nebengebäude“ der aktuellen Chem-Klinik ab 2034 „weiterbestehen“ und „für Erstversorgung und kleinere Behandlungen weitergenutzt“ werden. Schon im Juli hatten Weis und Metz gegenüber dem *Wort* erklärt: „Wir sind für den Süden da.“ Das Chem bekenne sich zu allen drei Standorten, bei den Planungen für das Südspidol habe niemand das Bevölkerungswachstum vorausgesehen. Der Düdelinger LSAP-Bürgermeister Dan Biancalana versprach, ebenfalls im *Wort*, seine Gemeinde werde „nicht zur medizinischen Wüste“. Und er stellte sich vor, das derzeitige Chem-Krankenhaus in Düdelingen würde durch einen Neubau ersetzt.

[Fortsetzung von Seite 3]

Noch sind das lokalpolitische Äußerungen und nicht in der staatlichen Spitalplanung angekommen. Würden sie sich konkretisieren, wäre das keine gute Nachricht für die Klinik-Betriebskostenausgaben der Krankenversicherung. Und abgesehen von den Betriebskosten wüchse das Angebot. 2018 formulierte es der damalige CNS-Präsident Paul Schmit gegenüber dem *Land* so: „Ein Kostenfaktor werden die Krankenhausneubauten sein, die in rund fünf Jahren fertig sein sollen“, womit die von CHL und Chem gemeint waren. 2003 habe die Krankenversicherung hohe Überschüsse verzeichnet. „Dann wurden das Hôpital de Kirchberg, das neue Ettelbrücker Spital und das Rehasentrum eingeweiht, die Überschüsse schrumpften schnell und bis 2008/2009 operierte die Kasse am untersten Limit.“ Dann kam obendrein die Bankenkrise. Neue Spitäler würden immer auch als Rationalisierungsmaßnahme verkauft, aber auch stets neue Potenziale im Angebot enthalten (*d'Land*, 12.1.2018).

Das CHL macht's vor

Mit ihren Bekenntnissen „für den Süden“ reagieren das Chem und die Chem-Bürgermeister auch auf das, was das CHL vormacht. Und in Erwartung dessen, was die Politik ihm zugesteht. In den Planungen für das neue Bâtiment Centre war keine Rede von Zielen zur Betriebskostensenkung zum Wohle der Krankenversicherung. Die Rede war davon, in Strassen sämtliche Krankenhausaktivität des CHL zu konzentrieren und die Eicher Klinik außer Betrieb zu nehmen. Doch das scheint nicht mehr an der Tagesordnung zu sein: *RTL-Télé* berichtete am 6. Mai, der Standort Eich solle „anders“ genutzt werden, „zum Beispiel für Sportmedizin“. Und wegen der Bevölkerungsentwicklung hat das CHL beim Gesundheitsministerium 68 zusätzliche Betten angefragt. Das hat sich aus dem Süden noch niemand getraut. In der ganzen Krankenhaus-Szene sorgt für gewisse Unruhe, wie das CHL über Land expandiert. Mit Praxiszentren und neben seiner „Antenne“ in Grevenmacher vielleicht künftig einer im Norden. Statt miteinander nach Synergien zu suchen, sind die Spitäler auf dem Weg zurück in den Konkurrenzkampf.

Hôpitaux Schuman: Bauen wie in der Schweiz

Kaum überraschend, verfolgen auch die Hôpitaux Robert Schuman (HRS) ambitionierte Ideen. Die Krankenhauskommission CPH diskutiert zum einen Pläne der HRS zur

Modernisierung der Infrastrukturen am Standort Kirchberg (abgekürzt MSK), zum anderen für Neubauten dort (NSK), deren Herzstück ein „Turm“ sein soll. Mehrfach mussten die HRS-Verantwortlichen zu den voraussichtlich hohen Kosten Stellung nehmen. Bald erklärten sie, in der Schweiz werde auch so gebaut, bald verglichen sie ihr Vorhaben mit der Universitätsklinik Charité in Berlin. Und sagten, klar könne man preiswerter planen, doch dann werde man den Erwartungen der Patienten-Kundschaft nicht gerecht. Im übrigen habe man Bedarfe mit Horizont 2040 im Blick.

Die letzte Bezifferung von Neubau und Modernisierung auf dem Kirchberg ist der öffentlichen Fassung des Protokolls der CPH-Sitzung vom 30. Januar zu entnehmen: 380 Millionen Euro für MSK, 548 Millionen für NSK. Die zusammen 928 Millionen Euro entsprechen nur dem Staatsanteil am Invest. Mit den 20 Prozent für die CNS ergäben sich 1,16 Milliarden. Wenngleich vermutlich zum aktuellen Baupreis-Index.

Nimmt man diesen Index und rechnet daran den Staatsanteil für das Bâtiment Centre des CHL sowie den für das Südspidol nach dem Gesetz von 2018 hoch, und addiert MSK und NSK aus den *Schumanpläng* beim derzeitigen Stand, macht das 2,3 Milliarden Euro aus dem staatlichen Krankenhaus-Spezialfonds allein für diese drei Projekte. Claude Wiseler fände das vielleicht „ganz enorm“. Wobei: Das Südspidol benötigt ein neues Gesetz und wird möglicherweise 2033 fertig. Die Diskussion der Pläne der HRS läuft noch; ihre Realisierung wäre vielleicht 2037 zu erwarten. Die Ausgaben werden sich also verteilen. Aber andere, kleinere Bauten stehen an – neben der Großbaustelle CHL. Der Mehrjahres-Staatshaushalt 2026-2029 listet für den Krankenhausfonds Ausgaben von 743 Millionen Euro für laufende Bauten auf, sowie von 437 Millionen für Projekte in Planung. Wenn darunter viele *frais d'études* sind, erlauben die einen Ausblick auf das, was irgendwann kommt.

Vom „Pas tout partout“ zum „Tout partout“

Wie all das zu den Versprechen der Regierung im Koalitionsvertrag auf „Virage ambulatoire“ und Auslagerungen in Arztpraxen und Ärztehäuser passt, fragt sich natürlich. Die Antwort lautet: Es passt nicht gut. Denn wie Premier Luc Frieden sich vergangene Woche in seiner Erklärung zur Lage der Nation verstehen ließ, will die Regierung alles bieten, „mat besseren Infrastrukturen iwweiral am Land“. Soll heißen, „Bauprojekte für nei Spideeler oder Extensionsen a Modernisierungen“, sowie „zousätzlech ambulatoire

Luc Frieden versprach im état de la nation neue Bauten und mehr Angebot. Doch wächst das Angebot, wird die CNS die Nachfrage begrenzen müssen – irgendwie

Offeren“. Teure Bauten und mehr Angebot, das ist der Punkt. Was Luc Frieden nicht sagte: Wächst das Angebot, wird es an der CNS sein, die Nachfrage zu begrenzen – irgendwie. Sonst schafft das Angebot sich seine Nachfrage; das war bisher immer so in der Gesundheitsversorgung.

Und das wird noch mehr so sein, wenn Konkurrenzkampf herrscht. Mit Festhalten an alten Standorten, Wünschen nach mehr Betten, Planungen wie in der Schweiz. Aus dem „Pas tout partout“, das seinerzeit LSAP-Minister Mars Di Bartolomeo durchzusetzen versuchte, wenngleich mit mäßigem Erfolg, wurde ein „Tout partout“. Eine Steuerung durch das Gesundheitsministerium findet kaum statt, und die Wünsche des Krankenhausverbands drehen sich vor allem darum, dass weiterhin genug Geld fließen möge. Dabei wäre eine naheliegende Frage, wie die Kompetenzen aller Spitäler so gebündelt werden müssen, dass daraus eine Art Universitätsklinik wird und der Medizin-Master der Uni einer von Qualität sein kann. Eine weitere Frage lautet, wie alle Spitäler als Betriebe so auszurichten wären, dass kein Chirurg unnötige Operationen vornimmt.

Aber vermutlich werden die Kammerrausschüsse für Haushaltskontrolle und Santé & Sécu solche Fragen nicht stellen, wenn sie sich kommenden Montag mit Martine Deprez über die Krankenhausbauten austauschen, wie sie das alle sechs Monate tun. Die letzte Sitzung Ende November dauerte nur zwölf Minuten. Weil sie im Livestream übertragen wurde, gaben die Ministerin und die Abgeordneten darauf Acht, keine Zahlen zu nennen. ●



Wie müssten die Kompetenzen aller Spitäler so gebündelt werden, dass daraus eine Art Universitätsklinik wird?

„Eng reell Verbonnenheet mam Härgott“

IIII Sarah Pepin

Seit anderthalb Jahren ist Ricardo Marques CSV-Abgeordneter. Eine Begegnung während der Echternacher Springprozession



Ricardo Marques
vergangenen
Dienstag im Trifolion

Die Sonne brennt an diesem Dienstagmittag im Nacken. Die Menschen, die angereist sind, um sich die *Sprangpresessioun* anzuschauen, flüchten in den Schatten, den die Bäume am Marktplatz in Echternach werfen. Hunderte Pilger/innen stehen in Fünfer-Reihen, halten die Ecken weißer Taschentücher und wippen einen Schritt nach links, dann nach rechts. Blasmusik ertönt, als die Gruppe der Lëtzebuerger Guiden a Scouten vorbeihüpft, manche mit Kleinkindern auf dem Rücken. Dann herrscht wieder Ruhe, die Pilger bleiben stehen – bis die gleiche Melodie erneut erklingt und sie weiterziehen. Die Springprozession hat Tradition und kann bis ins 15. Jahrhundert zurückverfolgt werden. Sie dient der Verehrung des Heiligen Willibrord, der in der Basilika der Abteistadt begraben liegt, und zählt seit 2010 zum Immateriellen Kulturerbe der Unesco. Aus diesem Grund wartet auch die Politik auf, unter anderem die Ost-CSV: Innenminister Léon Gloden, die Abgeordneten Octavie Modert und Stéphanie Weydert. Und Ricardo Marques, smart in weißem Hemd und Sonnenbrille, schwarzer Hose und glänzenden Lederschuhen.

26 Mal hat der Abgeordnete und Gemeinderat mittlerweile in seiner Heimatstadt an der *Sprangpresessioun* teilgenommen. Als er aufgrund von Abschlussprüfungen in seiner Studienstadt Paris zwei Mal aussetzen musste, habe er „richtige Trauer“ empfunden. Stark in seinem Heimatstädtchen verankert, wählte er den Weg der Gemeindepolitik. Er kam gut an – immerhin war er schon Messdiener in der Basilika und in den Echternacher Vereinen aktiv, besuchte das dortige Lyzeum und war Schülersprecher. Er kenne die Stadt in- und auswendig, sagt er. Nach seinem Eintritt in die CSV wurde er 2017 in den Schöffenrat gewählt. 2023 ging die große Gewinnerin der Wahlen, Carole Hartmann (DP), mit der LSAP eine Koalition ein und wurde Bürgermeisterin; die CSV und Ricardo Marques mussten in die Opposition.

Als Max Hengel, Bürgermeister von Wormeldingen und Freund von Ricardo Marques, im August 2024 starb, rückte Marques als Fünftgewählter im Osten ins Parlament nach. Seine Interventionen dort drehen sich vor allem um Bildung und soziale Themen; insbesondere um mentale Ge-

sundheit und den Umgang mit Social Media und Smartphones für Jugendliche. Dabei ist der Unterschied zwischen DP und CSV in Jugend- und Bildungspolitik nicht immer ersichtlich, außer beim Ausbau der internationalen Schulen, den die CSV ablehnt. „Mir sin zevill kamoud gin an der Oriëntatioun“, sagt Ricardo Marques nach der Springprozession im Trifolion. Hinter der französischen Alphabetisierung steht er – und beschrieb im Parlament, wie er stets alleine seine Hausaufgaben machte und für seine Prüfungen lernte, weil seine Eltern kein Deutsch sprachen.

Sein Interesse an Bildung und Gesundheit lässt sich auch auf seinen Beruf zurückführen, Marques ist Psychologe. Er sei fasziniert davon gewesen, den „Menschen verstehen zu wollen“. In Paris beginnt er nach seinem Studium Familien zu begleiten, deren Kinder an einer neuromuskulären Krankheit leiden. Oftmals muss er den Eltern beistehen, wenn ihre Kinder sterben. Um das Schöffenamt anzunehmen, lässt er die Möglichkeit des Doktorats und seinen Job in Paris sausen. Zurück in Luxemburg tritt er eine Stelle im Sipo an, einem ambulanten Hilfezentrum für Kinder und Familien, wo er Kinder mit sozioemotionalen Störungen unterstützt. Nach vier Jahren Praxisarbeit wechselt er ins Bildungsministerium in den Service Stratégie et Projets.

Religion war Teil seiner Erziehung. Er spüre eine „reelle Verbundenheit mit dem Herrgott“, sagt Ricardo Marques. Dass die CSV die Freiheit auf Abtreibung in der Verfassung verankert habe, erklärt er damit, dass es eine Partei sei, die mit der Zeit geht; außerdem sei die eklatante Mehrheit der Frauen intern dafür gewesen. Er selbst setze das Recht der Frau moralisch nicht über das Recht auf Leben. Auf seinem rechten Oberarm hat er das portugiesische Wort *viver* tätowiert, gefolgt von einem Punkt. Jeden Tag wirklich zu leben, sei eine bewusste Entscheidung.

Dass die CSV in der jüngsten Sonndesfro so schlecht abschnitt, erklärt Ricardo Marques erst damit, wie die Fragestellung lautete. (Das erklärt den Sitzverlust nicht.) Trotzdem könne man das Resultat „nicht schönreden“. Die Stimmung im Land sei nicht gut und die Leute könnten den Unterschied zwischen Gambia II und der schwarz-blauen Regierung nicht ausreichend

erkennen. Die CSV habe noch nicht genug geliefert und müsse sich trauen, eine „andere Politik“ zu machen. Auch müsse der Anschein aufhören, dass die Christozialen und ihr Premier die Letzten seien, die Entscheidungen treffen, etwa in Bezug auf die Tripartite; diese habe Premier Luc Frieden schon „seit Monaten beschäftigt“. Aufrechter Parteisoldat.

Im Gegensatz zu Octavie Modert, Stéphanie Weydert und Léon Gloden entstammt Marques keiner gut vernetzten Notabelfamilie, sondern ist der Sohn eines portugiesischen Arbeiterpaares. 1989 kam sein Vater aus der Region Braga nach Luxemburg und begann als „homme à tout faire“ in einem Hotel. Ein Jahr später schloss sich seine Frau an, um „das Gleiche zu tun“. Der Vater arbeitet später auf dem Bau, die Mutter als Putzhilfe. „Ich weiß demnach, was es bedeutet, mit dem Mindestlohn auskommen zu müssen.“ 1993 kam Ricardo Marques in Ettelbrück zur Welt, fünf Jahre später sein Bruder, der heute Zahnarzt ist. Eine lusophone Aufstiegsgeschichte also: Marques ist nach Félix Braz und Liz Braz der dritte portugiesischstämmige Politiker in der Kammer. Er selber betitelt sich zu Beginn seines Mandats als „Stimme der Einwanderer“. Dass er mit 24 Jahren zur CSV ging, erklärt er neben dem christlich-sozialen Aspekt auch damit, dass die Partei seinen Eltern in diesem Land „einen sicheren Boden bereitet“ habe. Würde er mit etwaigen zukünftigen Kindern Luxemburgisch oder Portugiesisch sprechen? „Beides.“ Zuerst Luxemburgisch, dann Portugiesisch – die Sprache soll als Kommunikationsmittel in der Familie nicht verloren gehen.

In seinem Heimatbezirk wurde er mit großer Mehrheit (98 Prozent) als Bezirkspräsident bestätigt. Doch wie stark die CSV ihn im Osten aufbauen wird, bleibt abzuwarten. Der sogenannte soziale Flügel, zu dem Ricardo Marques zählt, ist unter Luc Friedens *business-friendly* Fokus geschrumpft. Marques bekennt sich zwar zu einer „starken Wirtschaft“, die man brauche, um die Sozialausgaben zu stemmen. Weiter entfernt als er kann man jedoch kaum von Luc Friedens technokratischem, wirtschaftsorientiertem Profil sein. Ricardo Marques pflegt das Image eines christlichen Menschenversteher. Im Gespräch ist er zugewandt, gut im Zuhören, eloquent. Seine Parteifreunde erklären, er sei

jemand, der die Menschen zusammenbringt. „Er merkt, wenn sich etwas zusammenbraut und sucht dann das Gespräch“, sagt Metty Steinmetz, Präsident der CSJ und ehemaliger LCE-Schüler. Er habe das „Herz am rechten Fleck“, meint seine Sitznachbarin im Parlament, CSV-Generalsekretärin Françoise Kemp. Es sei ihm wichtig, dass es den Menschen gut geht, und er versuche zu verstehen, weshalb sie so reagieren, wie sie es tun, erklärt der Nord-Abgeordnete Jeff Boonen. „Er ist ein großer lokaler Sympathieträger“, sagt Stéphanie Weydert. spricht gar von einem „Ricardo-Effekt“ aufgrund seiner positiven Ausstrahlung. Das klingt wie ein perfekter Schwiegersohn ohne Ecken und Kanten.

Wirklich offensiv tritt Marques selten auf. Gerson Rodrigues und die FLF prangerte er zwar auf Facebook an, vors Stadion stellte er sich jedoch nicht. Das würde einer modernen CSV wohl zu weit gehen. Im Gespräch erklärt er, misogynen Verhalten müsse man von Anfang an „brechen“. Ausgerechnet in seinem ersten RTL-Interview lehnte er sich weit aus dem Fenster, indem er das Ausländerwahlrecht befürwortete – und erntete einen kleinen Shitstorm. (Marques hat erst seitdem er 18 Jahre alt ist die doppelte Staatsbürgerschaft.) Weitere offensivere Stellungnahmen ließen auf sich warten. Bis Januar dieses Jahres, als sich Marques mit Bildungsminister Claude Meisch (DP) in Sachen Unisex-Toiletten anlegte. Die gesamte CSV-Fraktion sei dagegen und sei nicht informiert gewesen, erklärte er damals. „In einer Arena muss man sich wehren, wenn man angegriffen wird“, sagte er dem *Wort* und spielte damit auf die Kritik der ADR an, die die CSV in der Toiletten-Debatte angegriffen hatte. Carole Zeimetz, die für die Grünen im Echternacher Gemeinderat sitzt, bemängelt einen Mangel an Oppositionsgeist in Marques' Arbeit. Er versuche zu sehr, jedermann zu gefallen, und habe selten ein kritisches Wort gegenüber Projekten. Das sei jedoch der Kern von Oppositionspolitik.

Im Trifolion haben Kardinal Hollerich und das Bistum ebenso wie Politiker und Vereinsleute fürs Mittagessen Platz genommen. Der Altersdurchschnitt ist hoch. Bevor Ricardo Marques sich hinzugesellt, fragen wir ihn, wer ihn am besten kennt. „Meine Mutter“, antwortet er. ●

ENERGIE

Immer grüner

In den Luxemburger Netzen wächst der Anteil von Strom aus erneuerbaren Quellen. Laut Regulierungsbehörde ILR waren im Jahr 2025 fast drei Viertel (74,2%) des nationalen Strommix' grün. 13,5 Prozent kamen aus fossilen Quellen (vor allem Gas), 10,8 Prozent aus AKW. Gegenüber 2024 nahm der Grünstrom-Anteil um acht Prozentpunkte zu, gegenüber 2017 um 20 Punkte. Entsprechend rückläufig ist der fossile Anteil, der von Atomstrom am Mix liegt seit Jahren bei zehn bis elf Prozent. Bemerkenswert ist noch, dass Solarstrom von 4,2 Prozent im Jahr 2024 (und 1,8 Prozent 2017) auf 7,9 Prozent zulegte. Zwar betrachtet das ILR für den Strommix die Gesamtmenge an Strom und unterscheidet nicht zwischen heimischer Produktion und Importen. Der steigende Solarstrom-Anteil aber dürfte auch mit dem Zuwachs an Anlagen in Luxemburg zu tun haben, nicht nur mit Importen aus Deutschland. ^{PF}

P O L I T I K

30,2 %

La barre – hautement symbolique – des trente pour cent devrait être franchie d'ici un an et demi. En 2027, le rapport dette-PIB s'établirait à 30,2 pour cent. Du moins selon les nouvelles prévisions publiées par la Commission européenne. Flashback : « Un petit pays devrait plutôt viser vingt ou 25 pour cent », déclarait un certain Luc Frieden en septembre 2020 dans le *Land*, voyant « le socle de confiance » en péril. Le même Luc Frieden note aujourd'hui que l'objectif des trente pour cent ne figure pas dans l'accord de coalition, suivant en cela son ministre des Finances, Gilles Roth, qui répète depuis six mois que ce n'est « plus une ligne rouge ». Le ratio des trente pour cent (la moitié de celui prévu jadis dans les critères de Maastricht) avait été inscrit en 2013 dans l'accord de coalition par le DP et Pierre Gramegna, qui redoutaient la prodigalité du partenaire de coalition socialiste. BT

Commandeur Wolff

Entre une publicité pour des spas extérieurs (« l'investissement pérenne qui valorise votre patrimoine immobilier ») et des conseils pour optimiser fiscalement les revenus de location, la nouvelle édition de *fonction publique* titre en page 7 : « Romain Wolff honoré – un parcours exemplaire au service de la fonction publique ». Sur une photo datant du 20 mars, on voit le ministre des Finances, Gilles Roth (CSV), remettre une médaille au président de la CGFP Romain Wolff. Celui-ci a travaillé pendant près de vingt ans au sein de la carrière moyenne de l'Administration de l'Enregistrement, avant d'être détaché en 2002 à la CGFP. Wolff a officiellement pris sa retraite le 15 mars, au lendemain de son 65^e anniversaire ; sa présidence de la CGFP devrait, elle, courir jusqu'à fin 2028. Quant au « Gielchen », il s'agit du « Commandeur dans l'ordre de la Couronne de chêne », la troisième distinction la plus élevée dans la fonction publique. Dans un style dithyrambique, la newsletter de la CGFP évoque « son dévouement constant et sa contribution remarquable au service public » (photo : sb). BT

Amendements

Les vacances scolaires
correspondent souvent à

une relâche des autres institutions. Pourtant le Conseil d'État s'est réuni cette semaine. Il y avait urgence à réexaminer le projet de loi de transcription du Pacte européen sur la migration et l'asile, dont les directives et règlements entreront pleinement en application le 12 juin. En avril, la Haute corporation avait retoqué le texte avec 32 oppositions formelles. La commission des Affaires intérieures a apporté 26 amendements. Les conditions de rétention et d'assignation à résidence, la formation des agents ou les mécanismes de contrôle ont été précisés, le délai éteints lequel le Tribunal administratif doit statuer sur les recours a été allongé.

Le nouvel avis analyse les changements et reformulations et s'en satisfait. Toutes les oppositions peuvent dès lors être levées. Il reste une remarque sur la représentation des mineurs non accompagnés. Le texte doit être coordonné avec un autre projet de loi sur l'accompagnement des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale. La commission se réunira le 10 juin pour examiner cet avis. FC

13 pages

L'OGBL et le LCGB ont
envoyé leur catalogue de

revendications (baptisé « Paquet compétitivité et dialogue social ») au gouvernement. Les treize pages vont du salaire minimum (plus 300 euros par mois) aux logements abordables (plus 2 000 par an). Les lignes rouges sont tracées à la page 5 : Ni report, ni plafonnement, ni modulation de l'index. Ce combat étant déjà gagné, la bataille suivante est celle de « l'augmentation structurelle » du salaire social minimum. La revendication figure tout en haut de la liste, suivie immédiatement par l'adoption automatique du barème à l'inflation ; un point de convergence (aussi onéreux budgétairement que peu sélectif socialement) avec la CGFP. Avec le patronat, un terrain d'entente se profile autour de certaines mesures anti-inflation. Les syndicats demandent ainsi une baisse des taux de TVA (d'un point de pourcentage). On se montre ouvert à des aides pour les entreprises, mais en y posant des conditions, comme l'absence de « dividendes extraordinaires » ou « la couverture par une convention collective ».

Les syndicats ont très mal pris « la remise en cause de [leur] légitimité ». C'est au nom d'une « consolidation durable du modèle social » qu'ils partent à la contre-offensive, cherchant à renforcer leur implantation institutionnelle. Ils demandent ainsi la création de pas moins de quatre nouveaux organes tripartites, tous « permanents ».

Un « Fonds spécial » (à doter de sept milliards d'euros) supposé « prévenir une dynamique récessive », une « plateforme tripartite permanente de suivi de la transition énergétique » et « un suivi tripartite périodique permanent » [sic]. Mais la revendication-phare au niveau institutionnel est la création d'une « Cellule nationale de reclassement et de reconversion ». Celle-ci

devrait être financée par un relèvement de l'impôt de solidarité pour les entreprises les plus profitables, estime l'Union des syndicats. Mais on entrouvre la porte à un compromis : « Il convient a minima de limiter la baisse annoncée du taux de l'IRC pour 2027 aux entreprises avec un bénéfice annuel de moins de 500 000 euros ». ET

SOZIALES

Jaune/orange/rouge

Les ouvriers sur les chantiers devront encore tenir jusqu'au 24 juillet, date à laquelle débutera le congé collectif. Mais la vague de chaleur précoce pose déjà la question de la santé au travail à l'ère du dérèglement climatique. Surtout dans un secteur dont les salariés figurent parmi les plus âgés du marché du travail (la moyenne d'âge est de 42,7 ans dans la construction). Le cadre juridique restant éminemment flou, l'ITM se borne à formuler des « recommandations » (approvisionnement en eau potable, réduction des postes en plein soleil, port d'un « couvre-chef », vêtements « aérés », etc.) La Chambre des salariés (CSL) planche actuellement sur une proposition de loi, explique Jean-Luc De Matteis, secrétaire central à l'OGBL. Il s'agirait d'utiliser le levier du « chômage dû aux intempéries », un régime dans lequel l'État rembourse 80 pour cent des salaires. Actuellement, c'est l'employeur qui peut en faire la demande ; les syndicats souhaitent que les ouvriers puissent également le faire. On n'aurait pas encore pris contact à ce sujet avec le ministère du Travail, précise De Matteis. La CSL serait encore en train de travailler sur les critères (vigilance jaune, orange ou rouge). BT

Widerstand in den eigenen Reihen

IIII Sarah Pepin

In der *Stater* DP philosophieren liberale Geschäftsfrauen weiter über das Bahnhofsviertel. Nachdem die Metzgerin und Gemeinderätin Anne Kaiffer Anfang des Monats dem *Wort* erklärt hatte, sie habe ihre zweite Filiale in der Rue Origer unter anderem geschlossen, weil sie „nicht mehr an das Bahnhofsviertel“ glaube, erklärte nun Schöffin Corinne Cahen, die eine Filiale ihrer Schuhläden weiterhin in der Avenue de la Liberté betreibt, dem *Tageblatt*, sie glaube „voll“ an „Garer Quartier“. Dabei brachte sie ihre eigenen urbanistischen Ideen ins Spiel, etwa „Terrassen oder ein kleines Karussell“ an der

Ecke zwischen den beiden Avenues in der Nähe des Bahnhofplatzes oder eine Umwandlung der Avenue de la Liberté in eine Einkaufsstraße. Sie kritisierte, dass kaum Lösungen aus der Debatte hervorgehen, und zeigte sich offen für eine Leerstandssteuer. Sie „kämpft weiter“.

Damit schließt sie sich dezent Anne Kaiffers Kritik an Lydie Polfers Kurs an und präsentiert sich als mögliche Alternative für 2029. Anne Kaiffer schoss mit ihren Aussagen gegen die eigene Partei, die seit fast 57 Jahren mit unterschiedlichen Koalitionspartnern in der Verant-

wortung ist, und wünschte sich weitergreifende Lösungen, die sich am Ausland orientieren. Der blau-schwarze Schöfferrat um Lydie Polfer setzte die letzten Jahre gemeinsam mit CSV-Innenminister Léon Gloden vor allem auf erhöhte Polizeipräsenz und Repression. Geändert hat sich dadurch an den Sicherheitsproblemen, an Schmutz und Leerstand, an Obdachlosigkeit und Drogenhandel nichts. Schöffe Maurice Bauer (CSV) erklärte, man bringe eine Kirmes und eine Marching Band ins Bahnhofsviertel. Dort, wo Anne Kaiffers Metzgerei war, soll ein kleines Kino entstehen.

Die Retourkutsche der Opposition hatte nach Anne Kaiffers Stellungnahme nicht lange auf sich warten lassen. Tom Krieps und Franz Fayot (beide LSAP) wetterten im *Wort* gegen Polfers Mangel an politischem Willen. Die Grünen erkannten in der Situation des Bahnhofsviertels eine „Bankrotterklärung“ des DP-CSV-Schöffensrats sowie der Regierung. Sie plädierten erneut für hohe Investitionen in Housing-First-Initiativen, eine dezentralisierte Drogenpolitik und eine Leerstandssteuer. Diese Ideen fand Anne Kaiffer im *100.7* selber gut. Die Metzgerin versicherte dennoch, sich in der DP zuhause zu fühlen. ●

Sous le seuil

IIII France Clarinval

Le Statec doit évaluer la pertinence du montant du salaire social minimum. Les syndicats en contestent la lecture et rappellent que la réalité sociale dépasse les statistiques

Pour nourrir les discussions de la Tripartie, les différents acteurs sollicitent des chiffres au Statec. Tandis que l'UEL interroge l'évolution de l'emploi ou la productivité (lire en page 8), les syndicats se concentrent davantage sur les conditions de vie et le pouvoir d'achat. Dans ce contexte, l'enquête annuelle « Revenus et conditions de vie des ménages » (SILC, *Survey on Income and Living Conditions*) est scrutée de près, puisqu'elle fournit des indicateurs essentiels sur les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment à travers la définition d'un seuil de pauvreté.

Pour 2025, ce seuil s'élève à 2 502 euros par mois pour un ménage d'une personne. Ce montant correspond à soixante pour cent du niveau de vie médian, observé à 4 170 euros par personne. Ce qui place un habitant sur sept en situation de pauvreté. Les femmes (15,4 pour cent) sont moins bien loties que les hommes (14,2 pour cent) des hommes. Les jeunes sont particulièrement touchés : plus d'un sur cinq est concerné (22,2 %).

Le Statec met en garde contre une « comparaison directe » entre les années 2024 et 2025 en raison d'une rupture méthodologique. « Longtemps, l'enquête SILC s'appuyait sur les informations fournies par les ménages lors d'entretiens en face-à-face. Depuis 2025, nous sommes passés à un mode de collecte administratif, fondé sur des données de l'Inspection générale de la sécurité sociale », résume Guillaume Osier, l'un des auteurs de l'étude, au *Land*. L'institut statistique juge cette nouvelle méthodologie plus précise et plus fiable. Elle évite la non-déclaration de certains revenus, notamment des prestations sociales, et offre un cadre plus robuste pour le classement des différentes composantes du revenu. « Cela permet de beaucoup mieux évaluer l'impact des transferts sociaux sur les inégalités. » En revanche, les données administratives ne comprennent pas les revenus du capital ou ceux des fonctionnaires internationaux. Pour évaluer le patrimoine, l'enquête se base toujours sur les déclarations des personnes interrogées.

Selon cette nouvelle méthode de calcul, la pauvreté aurait diminué par rapport à l'année précédente. La part de la population exposée au risque de pauvreté monétaire ou d'exclusion sociale aurait baissé entre 2024 et 2025, passant de 18,1 pour cent à 14,8 pour cent. Du côté des syndicats, on craint une instrumentalisation de ces chiffres : « Il est important de veiller à ce que l'opportunisme politique ne se serve pas de ce changement purement méthodologique pour se féliciter d'une prétendue baisse du taux de pauvreté », nous répond l'OGBL. Le Statec a d'ailleurs effectué une estimation, en appliquant des correctifs reposant sur méthodologie comparable, qui suggère une baisse du taux de pauvreté beaucoup moins marquée, se situant à 17,5 pour cent en 2025.

Aussi, d'autres indicateurs méritent l'attention, notamment le budget de référence, qui détermine la somme nécessaire pour vivre au Luxembourg, de manière « modeste mais adéquate », selon les mots du Statec. « Ce montant repose sur des paniers thématiques (alimentation, logement, vie sociale, santé...), calculés avec des experts issus des secteurs concernés et avec l'aide de groupes de discussions », précise Guillaume Osier. Ces paniers sont très détaillés, tiennent compte de recommandations sanitaires et de la durée de vie supposée des objets et équipements. On lit par exemple que qu'une personne a besoin de 760 grammes de viande, 1,4 litre de lait ou 600 grammes de pommes de terre par personne et par semaine ; d'un nouveau pantalon, d'un pull et de trois culottes par an ; d'une sortie culturelle et d'une entrée à la

piscine par mois, d'une semaine en vacances par an... Les abonnements téléphoniques, la nourriture pour animaux, la voiture, les livres, et bien sûr le logement (en location, chauffé au mazout) figurent également dans ces paniers. Fin 2025, le budget de référence s'établissait à 2 553 euros pour un adulte seul, sur la base du profil type d'une personne de 45 ans, en bonne santé et travaillant à temps plein. « Ce montant est très proche du calcul du seuil de pauvreté (à une cinquantaine d'euros près, ndlr) », se félicite le statisticien.

Avec ce calcul, le salaire minimum non qualifié de 2 703 euros apparaît tout juste suffisant... ou pas, selon les cas de figure. À titre d'exemple, le budget de référence grimpe à 3 231 euros pour une personne seule avec un enfant en bas âge. Les syndicats enfoncent le clou arguant que le revenu minimum suffit éventuellement pour vivre, mais pas pour mener une vie décente. Le taux de pauvreté subjective, basé sur la perception qu'ont les ménages de leur situation financière, illustre également cette réalité : 21,6 pour cent des ménages déclarent ne pas pouvoir « joindre les deux bouts » ou faire face à une dépense imprévue.

L'OGBL observe que le salaire social minimum net d'impôts s'avère inférieur au seuil de pauvreté et au budget de référence. « Cela confirme notre analyse qu'une hausse structurelle du salaire social minimum est indispensable pour éviter l'augmentation des travailleurs pauvres. » L'Union des syndicats milite pour une hausse de 300 euros du salaire social minimum. ●



**FONDATION
JEAN-PIERRE PESCATORE**

Äertneit Doheem

an engem
soignéierten Ëmfeld
mat perséinlecher
Betreiung.

Am Häerz vun der Stad
fondation.lu

Grouss Porte ouverte
Samsdeg 6.Juni 9.00 bis 17.30

- Visite-guidéeën
- Info-Seancen
- Fir lessen a Gedréns ass gesuergt

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Rechtsstaat

„Près d'un électeur sur deux envisage de voter pour le Rassemblement national, selon la Fondation Jean-Jaurès.“
Meldete Radio France am 15. Mai. Der Mitteldeutsche Rundfunk berichtete am 8. Mai: „Umfrage in Sachsen-Anhalt: AfD bei 41 Prozent, CDU verliert weiter.“

Der Faschismus macht nicht an den Luxemburger Grenzen halt. Nach Hitlers Machtübertragung 1933 gründete Wort-Redakteur Jean-Baptiste Esch einen klerikal-korporatistischen Flügel in der Rechtspartei (CSV). Gab der ehemalige Wort-Redakteur Leo Müller das rechtsextreme *Luxemburger Volksblatt* heraus. 1937 wurde er Abgeordneter der braunen Nationaldemokratischen Bewegung, zusammen mit dem späteren DP-Minister Eugène Schaus. In jenem Jahr, als Klerikale und Liberale für das Maulkorbgesetz stimmten.

Heute befürchten die Vorsitzenden der Parlamentsfraktionen eine schleichende „dérive autoritaire“ in illiberale Verhältnisse. Georg Lukács nannte das 1928 eine „demokratische Form der Faschisierung“ (Blum-Thesen, V.A.4). Die Fraktionsvorsitzenden zeigen Realismus. Sie lassen einen „Stresstest“ der demokratischen Institutionen durchführen.

Wo wagt schon eine staatliche Einrichtung zu prüfen, ob die staatlichen Einrichtungen demokratisch bleiben? Der bürgerliche Block, die Sozialdemokratie, Grüne, Linke nennen keine Verdächtigen. Schweigend schielen sie in Richtung ADR. Sie haben noch den Schrecken vor den tobenden Impfgegnern in den Knochen.

Die Faschisierung kommt nicht von frustrierten Randgestalten. Sondern aus der Mitte des Staats – wie die Bombenleger der Achtzigerjahre. Ist Innenminister Léon Glodens „Zigeunerjagd“ auf Bettler schon das erste Vorzeichen? Ex-Arbeitsminister Georges Mischos Angriffe auf die Gewerkschaften? Der Kulturkampf der ADR gegen den Emanzipationsgedanken?

Eine „dérive autoritaire“ droht, wenn sich die Steueroase die Konsensbildung zwischen Herrschenden und Beherrschten nicht mehr leisten will. Wenn die Militarisierung, die Kriegsvorbereitungen mehr Feindbilder, Angst, Gehorsam benötigen.

Nach seinem Marsch 1922 auf Rom übertrugen der König, der Papst, der Unternehmerverband und die Armee Mussolini die Regierungsmacht. Nach der Reichtagswahl im November 1932 drängten Industrielle und Konservative Präsident Paul von Hindenburg, Hitler zum Reichskanzler zu ernennen.

Schwimmen Rechtsanwältin die Felle davon, drohen sie: „Mir gi bis op Stroossbuerg!“ Als erster Teil des „Stresstests“ untersuchten drei Juristinnen des Parlaments: Können das internationale Recht, der Gerichtshof der Europäischen Union, der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte, der Staatsrat die Demokratie in Luxemburg retten? Ihre Antwort: in der Theorie schon, in der Praxis vielleicht.

Am Ende erscheint der Rechtsstaat als juristische Abstraktion: Der Artuso-Bericht zeigt, wie willig die Institutionen sich dem Faschismus anpassten. Wie Regierung, Parlament, Staatsrat sich anboten, mit den Nazis zu kollaborieren. Wie groß wäre ihre Bereitschaft, wenn es einmal keine ausländischen, sondern „Stacklëtzeburger“ Nazis wären?

Retten die Richter die demokratischen Institutionen?
„Sur l'ensemble des quelque 50 magistrats, deux seulement ont définitivement refusé leur adhésion à la VDB [Volksdeutsche Bewegung].“ Rechnete CSV-Abgeordneter Aloyse Hentgen am 7. Juni 1945 dem Parlament vor (Paul Cerf, *De l'épuration au Grand-Duché de Luxembourg après la seconde guerre mondiale*, Luxembourg 1981, S. 172).

Rettet der Staatsrat die demokratischen Institutionen?
„[L]e Conseil d'Etat n'avait [...] émis la moindre objection face à la destruction progressive des structures de l'Etat“ (Vincent Artuso, *La „question juive“ au Luxembourg [1933-1941]*, Luxembourg 2015, S. 123).

Wieviel Ertrinkende im Mittelmeer hat der Europäische Gerichtshof gerettet? Frankreich zeigte 1934, dass nur eine Massenmobilisierung den Faschismus aufhalten kann. Die wollen die Inhaber der stellvertretenden Demokratie vermeiden. Sie ziehen den Rechtsstaat dem Linksstaat vor. ● ROMAIN HILGERT

PowerPoint à gogo

IIII Bernard Thomas

1,2 milliard d'euros : C'est le montant (minimal) que la France compte débloquent sur l'année pour soutenir les secteurs et les salariés frappés par la hausse des carburants. Cela correspond à peu près au coût d'une Tripartite luxembourgeoise. (Ou au *price tag* annuel de la réforme fiscale de Gilles Roth.) Pour rappel : la France compte 69 millions d'habitants, soit cent fois plus que le Grand-Duché. Les finances publiques sont jusqu'ici traitées comme une donnée secondaire au Luxembourg. Lors du premier round tripartite, personne du ministère des Finances (ou de ses administrations) n'a fait de présentation sur le sujet. Un silence assourdissant. En amont, les partenaires sociaux avaient fait le plein de statistiques pour étayer leurs arguments respectifs. Les réponses du Statec et du ministère des Finances viennent d'être publiées. De nouveau : Aucun slide, aucun tableau, aucun graphique ne fait la moindre allusion aux recettes et aux dépenses de l'État.

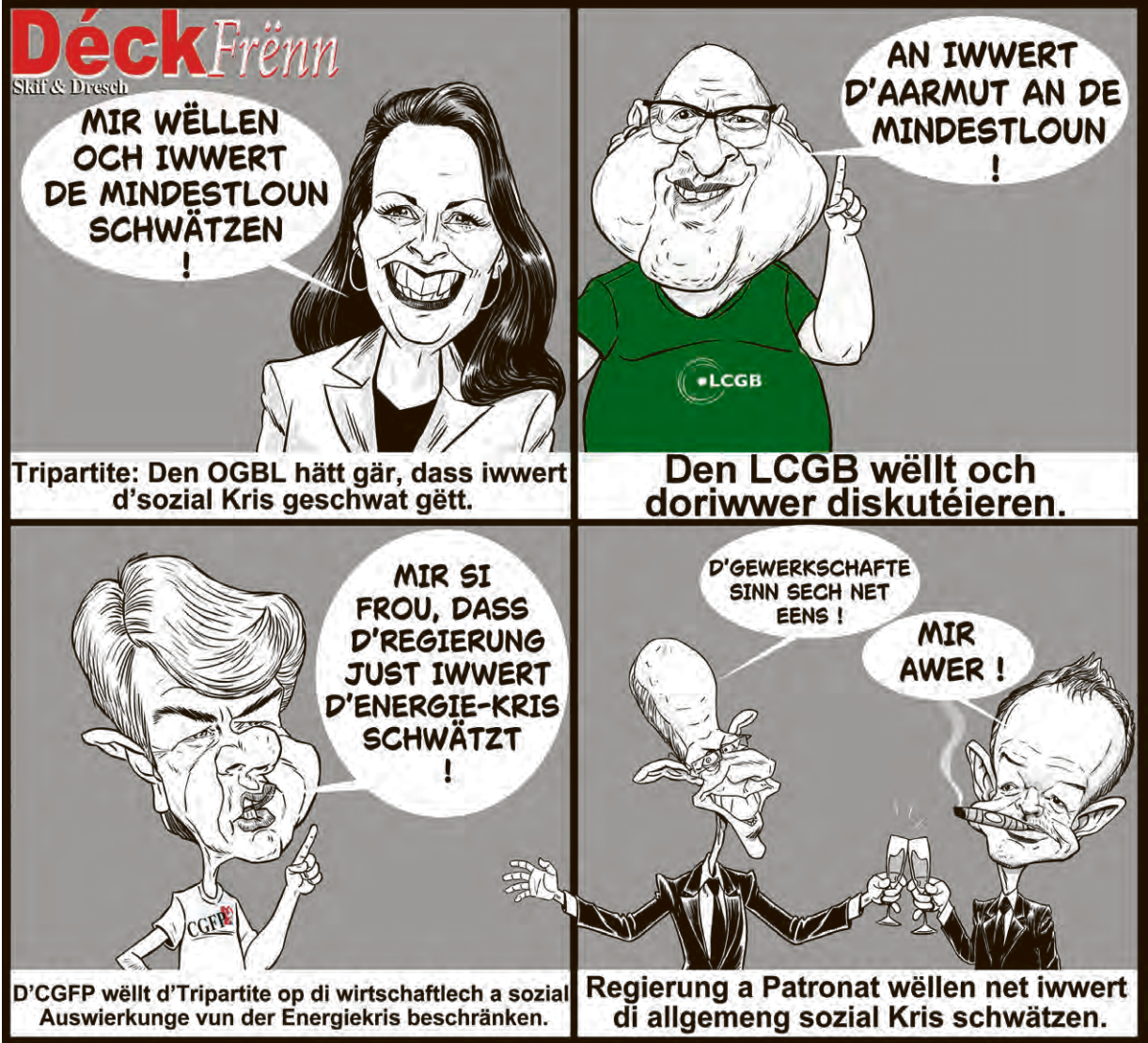
Par ses questions au Statec, l'Union des syndicats tente de déconstruire le « trickle-down » friedienien qui postule que moins d'impôts équivaldrait à plus de croissance. L'OGBL et le LCGB veulent savoir quel a été l'impact économique des baisses d'impôts accordées aux entreprises. L'institut de la statistique botte en touche : « Une évaluation aussi détaillée n'existe pas

à ce jour ». Et de renvoyer à une note de conjoncture datant de... 2017. Une modélisation du Statec était alors arrivée à la conclusion que « la moitié environ de la réduction des impôts bénéficierait au secteur financier, pour qui l'investissement physique constitue une très petite part de ses dépenses. [...] En toute logique, les gains d'impôts distribués au secteur financier viendraient essentiellement alimenter les bénéfices ».

Dans ses questions, l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) revient, elle, à un des classiques de l'argumentaire patronal : la stagnation (voire la baisse) de la productivité nationale. Le Statec confirme : Entre 2015 et 2025, elle aurait chuté dans tous les secteurs sauf dans l'industrie et l'administration publique. Ce « repli » est particulièrement prononcé dans le commerce, mais également dans les « services aux entreprises » et les « services d'information et communication », pourtant au cœur de la place financière. Le Statec omet de préciser que le Luxembourg se place toujours dans le top 3 de l'OCDE, la productivité restant deux fois plus élevée au Grand-Duché que dans les pays voisins. (Quant à mesurer la productivité horaire dans une économie financiarisée, cela revient à clouer du pudding sur un mur : Comment la calculer pour un *risk manager*, un domiciliataire ou une spécialiste en *profit shifting* ?)

Reste que la tendance générale n'est pas exactement bonne. Le taux de profit affiche, lui aussi, un « repli marqué », tous secteurs confondus. « En raison notamment d'une progression bien plus forte de la masse salariale et de la part salariale dans la valeur ajoutée brute », note le Statec. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les actionnaires seraient dans la dèche : « La part des dividendes versés [...] était de treize pour cent en 2015 et a atteint trente pour cent [du résultat brut] en 2025. » C'est trois fois plus qu'en France ou en Belgique, mais légèrement moins qu'en Allemagne.

Les questions de l'UEL révèlent sa stratégie pour la Tripartite ; à savoir une réédition de 2022-2023. L'organisation patronale veut ainsi savoir du Statec quels seront les effets d'un nouveau plafonnement des prix de l'énergie et « d'autres mesures » (comme une réduction des accises sur le gaz, le mazout, l'essence et l'électricité). Le but est clair : « Quel serait l'ordre de grandeur pour éviter que la prochaine indexation (après celle de juin) n'intervienne avant juin 2027 ? » Le plan B est esquissé dans la question suivante : « Quel serait le niveau d'aide aux ménages (ou aux salariés) qui serait nécessaire, pour que les quintiles 1 et 2 ne perdent pas de pouvoir d'achat dans l'hypothèse où aucune indexation n'interviendrait avant juin 2027 ? » ●





Die sterblichen Überreste von Andrij Melnyk wurden letzten Sonntag in Kiew erneut bestattet

Einheit um jeden Preis?

IIII Frédéric Braun

Im Krieg gegen Russland rehabilitiert die Ukraine umstrittene Nationalisten – eine Entwicklung, die Historiker Grzegorz Rossoliński-Liebe mit Sorge betrachtet

Im Krieg gegen Russland ringt die Ukraine nicht nur um ihr territoriales Überleben, sondern auch um ihre historische Selbstdeutung. Die Frage, welche Figuren geehrt, erinnert oder verdrängt werden, ist längst Teil eines umfassenderen gesellschaftlichen Konflikts geworden. Die jüngste Überführung der sterblichen Überreste des ukrainischen Nationalistenführers Andrij Melnyk von Luxemburg nach Kiew verdeutlicht, wie stark Erinnerungspolitik, nationale Mobilisierung und historische Verantwortung heute miteinander verflochten sind.

Im Rahmen einer Zeremonie auf dem neuen nationalen Militärgedenkfriedhof in Kiew wurden am vergangenen Sonntag im Beisein von Präsident Wolodymyr Selenskyj die sterblichen Überreste von Andrij Melnyk (1890–1964) und seiner Frau Sofia Fedak (1901–1990) beigesetzt. Die Gebeine waren zuvor auf dem Friedhof in Bonneweg exhumiert und auf Grundlage eines Beschlusses der ukrainischen Regierung in ihre Heimat überführt worden. Melnyk, ein führender Vertreter der Organisation Ukrainischer Nationalisten (OUN), starb 1964 in einem Kölner Spital und war anschließend in Luxemburg begraben worden, wo er seit Kriegsende auf persönliche Einladung von Prinz Félix mit seiner Frau lebte.

Allein diese Zeremonie wäre vor wenigen Jahren vermutlich noch kaum international wahrgenom-

Von Bonneweg nach Kiew – zur Umbettung Andrij Melnyks

men worden. Doch die öffentliche Ehrung nationalistischer Figuren hat im Kontext des russischen Angriffskrieges eine neue politische Aufladung erhalten. Für viele Ukrainer symbolisieren Persönlichkeiten wie Melnyk oder Stepan Bandera heute vor allem den historischen Kampf um staatliche Unabhängigkeit. Für Kritiker hingegen steht ihre Erinnerung für eine problematische Relativierung nationalistischer Gewalt, autoritärer Ideologien und antisemitischer Traditionen. Die Kontroverse verschärfte sich zusätzlich, nachdem Russland am Donnerstag den luxemburgischen Botschafter einbestellte, um gegen die Überführung der sterblichen Überreste Melnyks aus Luxemburg in die Ukraine zu protestieren. Moskau bezeichnete ihn dabei erneut als „Nazi-Kollaborateur“ und wertete die staatlichen Ehren als Missachtung der Opfer des Nationalsozialismus.

Die OUN war eine 1929 gegründete Untergrundbewegung, die das Ziel eines unabhängigen ukrainischen Staates verfolgte. Sie entstand im Umfeld der extrem polarisierten Zwischenkriegszeit, die in weiten Teilen Ostmitteleuropas von Nationalismus, autoritären Bewegungen und politischen Gewaltkonflikten geprägt war. Die Ukraine existierte damals nicht als souveräner Staat. Stattdessen gehörte ein großer Teil des ukrainischen Siedlungsgebietes zur Sowjetunion und ein kleinerer zur Zweiten Polnischen Republik. Ukrainische Nationalisten betrachteten sowohl Moskau als auch Warschau als Unterdrückungsmächte. Vor diesem Hintergrund entwickelte sich die OUN zu einer radikal-nationalistischen Bewegung, die einen ethnisch homogenen ukrainischen Staat anstrebte. Historiker sind sich weitgehend einig, dass Teile der Organisation ideologische Überschneidungen mit autoritären und faschistischen Strömungen Europas aufwiesen. Umstritten bleibt allerdings, wie eindeutig die OUN insgesamt als faschistische Bewegung zu klassifizieren ist und wie stark sich ihre Positionen im Verlauf der 1930er- und 1940er-Jahre veränderten.

In den 1940er-Jahren spaltete sich die Organisation in zwei rivalisierende Flügel: die OUN-M unter Andrij Melnyk und die radikalere OUN-B unter Stepan Bandera. Während Bandera bis heute international deutlich bekannter ist, galt Melnyk lange als eher pragmatischer Vertreter

innerhalb der Bewegung. Dennoch gehörte auch er zu einer politischen Kultur, die ethnischen Nationalismus ins Zentrum stellte und demokratische Vorstellungen nur begrenzt teilte.

Der deutsch-polnische Historiker Grzegorz Rossoliński-Liebe, der seit Jahren zur Geschichte der OUN forscht und 2014 die erste Studie zu Bandera vorgelegt hat, erklärt die heutige Erinnerungspolitik so: „Der Kult um Andrij Melnyk, Stepan Bandera und andere Führer der OUN, um Partisanen und Kriegsverbrecher der Ukrainischen Aufständischen Armee (UPA) sowie um Angehörige der Waffen-SS-Division ‚Galizien‘ hat bereits im Kalten Krieg begonnen und wurde maßgeblich durch die ukrainische Diaspora in Kanada, den USA, Großbritannien und Westdeutschland geprägt.“ Nach dem Zweiten Weltkrieg entstanden insbesondere in Nordamerika und Westeuropa ukrainische Exilgemeinschaften, in denen viele ehemalige Nationalisten und Veteranen lebten. Innerhalb dieser Diaspora entwickelte sich eine Erinnerungskultur, die die OUN vor allem als antikommunistische Befreiungsbewegung deutete. Gewaltverbrechen, antisemitische Ideologien oder Kollaboration mit den deutschen Besatzern wurden dabei häufig relativiert, ausgeblendet oder als sowjetische Propaganda dargestellt.

[...]

[Fortsetzung von Seite 9]

Nach dem Zerfall der Sowjetunion seien diese Erinnerungskulturen in die Westukraine zurückgekehrt und hätten dort zunächst regional begrenzt weiterbestanden. Besonders in der Westukraine wurden Straßen umbenannt, Denkmäler gebaut und Gedenkveranstaltungen organisiert. Allerdings blieb diese Erinnerungspolitik lange regional begrenzt. Versuche, eine positive gesamtkrainische Erinnerung an OUN-Figuren wie Melnyk oder Bandera zu etablieren, seien zwischen den 1990er und den 2010er-Jahren weitgehend gescheitert, da die Bevölkerung in Zentral- und Ostukraine der OUN und UPA häufig skeptisch oder ablehnend gegenübergestanden habe. Viele Menschen verbanden die Organisation weiterhin mit Kollaboration, ethnischer Gewalt oder extremem Nationalismus.

Der heutige Krieg gegen Russland verändert diese Wahrnehmungen jedoch erheblich. Seit 2022 hat sich die gesellschaftliche Aufmerksamkeit in der Ukraine massiv auf nationale Verteidigung, staatliche Kontinuität und historische Widerstandsfiguren konzentriert. In diesem Kontext gewinnen auch umstrittene Nationalisten neue symbolische Bedeutung. Rossoliński-Liebe erklärt dies so: Melnyk werde „aus ukrainisch-nationaler Sicht als Kämpfer für die Freiheit der Ukraine geehrt“. Problematische Aspekte seiner Biografie – etwa Antisemitismus oder autoritäre Ideologien – würden dabei ausgeblendet. Es handle sich um eine „selektive nationale Erinnerung“, die in abgeschwächter Form auch in anderen europäischen Ländern existiere.

Tatsächlich ist selektive Erinnerung kein ausschließlich ukrainisches Phänomen. Auch andere europäische Staaten tun sich bis heute schwer mit der Aufarbeitung nationalistischer Gewalt, kolonialer Verbrechen oder autoritärer Traditionen. In Russland, Polen, Ungarn, Frankreich oder auch Deutschland werden historische Figuren regelmäßig neu bewertet oder politisch instrumentalisiert. Erinnerungspolitik bewegt sich fast immer im Spannungsfeld zwischen nationaler Identitätsbildung und historischer Selbstkritik. Gleichzeitig bleibt die ukrainische Debatte besonders sensibel, weil sie unmittelbar mit dem Holocaust, ethnischer Gewalt und dem Zweiten Weltkrieg verbunden ist.

Historiker sind sich weitgehend einig, dass Angehörige einzelner OUN-Strukturen sowie mit ihnen verbundene Gruppen während der deutschen Besatzung an Pogromen gegen Juden und an ethnischer Gewalt beteiligt waren. Die genaue historische Verantwortung einzelner Führungsfiguren bleibt jedoch Gegenstand kontroverser Forschung. Zur häufig gezogenen Trennung zwischen „Unabhängigkeitskampf“ und extremistischer Ideologie sagt Rossoliński-Liebe: „Beides war Teil desselben politischen Programms.“ Diese Interpretation ist unter Historikern jedoch nicht unumstritten. Andere Forscher betonen stärker die historischen Umstände der Zwischenkriegszeit, die sowjetische Repression gegen Ukrainer oder die komplexen Gewaltkontexte der deutschen Besatzung.

Hinzu kommt, dass die Erinnerung an ukrainischen Nationalismus international stark politisiert

ist. In Polen und Israel lösen Ehrungen von OUN-Figuren regelmäßig Proteste aus – insbesondere wegen der Erinnerung an antisemitische Gewalt und Massaker an der polnischen Bevölkerung in Wolhynien und Ostgalizien. Organisationen von Überlebenden und Angehörigen betrachten staatliche Ehrungen von OUN-Vertretern häufig als Relativierung historischen Leids. Russland wiederum nutzt die Geschichte des ukrainischen Nationalismus seit Jahren propagandistisch. Der Kreml stellt die gesamte Ukraine regelmäßig pauschal als „faschistisch“ dar und instrumentalisiert historische OUN-Symbole zur Rechtfertigung des eigenen Angriffskrieges. Diese propagandistische Nutzung erschwert eine differenzierte Debatte zusätzlich. Viele Ukrainer empfinden internationale Kritik an nationalistischer Erinnerungspolitik deshalb als indirekte Unterstützung russischer Narrative.

Rossoliński-Liebe warnt jedoch davor, aus geopolitischer Solidarität problematische Aspekte ukrainischer Erinnerungspolitik zu ignorieren. „Zu Beginn des Krieges 2022 und 2023 hat man sich noch stärker mit diesen Themen beschäftigt“, sagt er. „Heute wird die Geschichte der OUN öffentlich kaum noch thematisiert.“ Besonders besorgniserregend sei für ihn, wie sich der Krieg auf Erinnerungskulturen auch außerhalb der Ukraine auswirke. Rossoliński-Liebe spricht von einer allgemeinen politischen Verschiebung nach rechts, die teilweise an die 1930er-Jahre erinnere.

Gleichzeitig bleibt die ukrainische Gesellschaft selbst keineswegs einheitlich. Auch innerhalb

Problematische Aspekte der Biografie Melnyks – etwa Antisemitismus oder autoritäre Ideologien – wurden ausgeblendet. Es handle sich um eine „selektive nationale Erinnerung“, sagt der Historiker Rossoliński-Liebe

der Ukraine existieren unterschiedliche Sichtweisen auf OUN und UPA. Besonders jüngere Historiker, Journalisten und zivilgesellschaftliche Gruppen fordern zunehmend eine offenere Diskussion über Kollaboration, Antisemitismus und Gewaltgeschichte. Rossoliński-Liebe erinnert daran, dass kritische Forschung zur OUN in der Ukraine lange erheblichen Widerständen ausgesetzt war. In der Tat hat der Historiker 2012 mehrere Vorträge in der Ukraine halten wollen, die jedoch abgesagt oder blockiert worden seien. Nur ein Vortrag in der deutschen Botschaft in Kiew konnte unter Polizeischutz stattfinden, begleitet von Protesten rechtsextremer Gruppen.

Auch die Forschungsgeschichte selbst ist Teil des Problems. Während der Sowjetzeit war eine unabhängige historische Auseinandersetzung mit ukrainischem Nationalismus kaum möglich. Nach 1945 dominierten innerhalb der Diaspora häufig apologetische Darstellungen ehemaliger OUN-Mitglieder und Veteranen. Historiker wie Philip Friedman oder John-Paul Himka, die sich kritisch mit der Geschichte der OUN auseinandersetzten, seien teilweise angefeindet, ihre Arbeiten „diskreditiert“ oder „totgeschwiegen“ worden. Die Frage bleibt daher offen, wie eine demokratische Ukraine langfristig mit diesen historischen Figuren umgehen soll.

Kann eine demokratische Ukraine glaubwürdig humanistische Werte vertreten und zugleich umstrittene nationalistische Figuren ehren? Rossoliński-Liebe hat darauf eine klare Antwort: „Nein, das kann sie eindeutig nicht.“ Zugleich räumt er ein, dass diese Frage angesichts des laufenden Krieges derzeit für viele Menschen nebensächlich erscheine. Tatsächlich stehen ukrainische Institutionen heute vor einem grundlegenden Dilemma. Einerseits versucht das Land, eine gemeinsame nationale Identität gegen den russischen Angriff zu stärken. Andererseits droht eine Erinnerungspolitik, die problematische historische Aspekte systematisch ausblendet, langfristig neue gesellschaftliche Konflikte hervorzubringen.

Rossoliński-Liebe glaubt, dass die Debatte deshalb früher oder später zurückkehren wird: „Möglicherweise werden sich Ukrainer heute oder erst in zehn oder 20 Jahren fragen, was es mit dieser Aktion auf sich hatte und ob ein demokratischer Staat auf diese Weise mit den dunklen Seiten seiner Geschichte umgehen sollte.“ Gerade darin liegt vermutlich die eigentliche Bedeutung der Umbettung Melnyks. Sie ist nicht nur ein symbolischer Akt nationaler Erinnerung, sondern Ausdruck einer Gesellschaft, die unter den Bedingungen des Krieges ihre Vergangenheit neu ordnet. Der Preis dieser nationalen Geschlossenheit könnte jedoch darin bestehen, historische Ambivalenzen zu verdrängen, die später umso konfliktreicher zurückkehren. ●



Das Grab von Andriy Melnyk auf dem Bonneweger Friedhof, Herbst 2024



An derselben Stelle auf dem Bonneweger Friedhof, diesen Dienstag, eine Woche nach der Exhumierung



Sven Becker

« La Vefa ne se redressera pas dans ces conditions »

IIII Erwan Nonet

Sandra Huber, la CEO d'Iko Real Estate, sur la crise du logement, les moyens pour en sortir et le Musée des sports

d'Land : Est-ce que Luc Frieden vous a convaincu, lorsqu'il a évoqué le logement dans son discours sur l'état de la Nation ?

Sandra Huber : Je suis restée sur ma faim, j'attendais davantage de créativité. J'ai l'impression que lorsque l'on parle du logement, désormais, on ne parle plus que de l'abordable. Il ne représente qu'un à deux pour cent du parc immobilier et c'est clairement insuffisant, mais je suis convaincue qu'il faut différencier l'offre. Or celle pour la construction pour le marché libre est en train de se tarir.

Le premier problème est celui du coût du logement, non ?
Le prix de l'abordable est devenu celui du marché libre d'il n'y a pas si longtemps...

Le problème est le financement, et pas uniquement celui de l'abordable. La hausse des taux d'intérêt bancaires a vraiment changé la donne. Mais quelque part, cette tendance est logique : des intérêts de trois ou quatre pour cent, ce n'est pas non plus extravagant. Ce sont les décennies de taux particulièrement bas qui ont complètement déséquilibré le marché. Nous sommes dans un nouveau contexte et il faut que tout le monde s'ajuste.

Le Premier ministre a raison lorsqu'il dit que simplifier les procédures est le plus gros chantier du pays ?

La simplification seule ne résoudra pas le problème du logement, elle accélèrera juste un peu les projets. En 2024, on nous déjà annoncé je ne sais combien de mesures, sans que cela ne chance grand-chose. Nous avons aussi besoin de stabilité dans la réglementation. Ces dernières années, elle a beaucoup évolué et, même si c'était parfois nécessaire, ces changements de règles sont difficiles à suivre et coûteux quand vous devez modifier la direction d'un projet en cours de route.

Vous avez un exemple ?

En ce moment, il y a beaucoup d'hésitations autour des immeubles de grande hauteur. C'est normal, personne n'a encore vraiment d'expérience. Mais en attendant, il y a des projets qui avancent alors que les règles sont mouvantes. Ce n'est pas simple. Toutes les personnes qui sont dans la gestion d'entreprises vous diront que le pire n'est pas de commettre des erreurs, c'est de ne rien faire du tout. Il faut oser tester, puis ajuster au fur et à mesure. Le plus important est d'ouvrir le dialogue et de ne pas être dogmatique.

Il est souvent question d'abaisser les contraintes environnementales. Y êtes-vous favorable ?

Je crains que le contexte économique soit très défavorable pour l'environnement. Nous avons, par exemple, beaucoup travaillé sur la réduction du carbone. Mais la première considération des clients n'est plus là. Je ne dis pas que nos acquéreurs n'y sont pas sensibles, mais ce n'est plus un critère déterminant. Ce serait une erreur de raboter les mesures environnementales. D'autant que réduire les charges d'exploitation, par exemple avec des moyens de chauffage innovants, permet de réduire le coût de l'usage d'un logement.

[...]

Sandra Huber
dans les bureaux
d'Iko Real Estate,
à Howald

[Suite de la page 11]

Le programme d'achat de Vefas par l'État va se poursuivre. Le financement d'une partie des projets privés par l'État, cela reste indispensable ?

La Vefa ne se redressera pas dans ces conditions. Ce n'est pas possible. Donc pour les grands projets, je crois que c'est nécessaire. Cela étant, il faut reconnaître que ce n'est pas facile à gérer à l'échelle d'un bâtiment. Cela pose des questions pour la gestion de la copropriété, par exemple. Si vous avez trente pour cent d'abordable dans une petite résidence, les propriétaires qui habitent leurs appartements peuvent ne plus avoir la majorité des voix. Il y a des thématiques hyper-concrètes à régler.

Luc Frieden a annoncé que l'État allait investir 300 millions d'euros dans de nouvelles Vefas, en plus des 500 millions de la dernière enveloppe. Que signifie ce chiffre pour vous ?

C'est bien, cela permettra de constituer un parc public. Mais compte tenu de sa petite taille actuelle, il reste du chemin à faire. C'est beaucoup et pas grand-chose, 300 millions. Le contrat d'entreprise que nous venons de signer sur le lot 2 de Rout Lëns, c'est 80 millions d'euros rien que pour la construction. Ces 300 millions ne résoudront pas la crise du logement. L'État ne sera de toute façon pas en mesure de tout racheter et je ne crois pas que ce soit ça dont nous ayons besoin.

Comment avez-vous intégré cette coopération public-privé sur Rout Lëns ?

Nous avons trouvé un accord avec la ville d'Esch pour qu'elle rachète plusieurs résidences sur le site à hauteur de vingt pour cent, avant même l'officialisation du Pacte Logement 2.0. Puisqu'au cours de l'instruction, le PAP est passé en Plan sectoriel logement, nous sommes finalement passés de vingt à trente pour cent de logements abordables dans le quartier. C'était une contrainte importante. Dix pour cent de logement libre en moins, c'est moins d'argent pour nous. Mais finalement, cela donnera un quartier plus mixte, mieux équilibré. Dans le premier lot qui sera livré en fin d'année, vous ne verrez pas de différences au niveau des façades ou de l'urbanisme. La qualité du bâti est identique. Cela étant, le cahier des charges diffère pour l'intérieur, c'est normal. Les finitions et les services ne peuvent pas être les mêmes.

Beaucoup de promoteurs ont cédé leurs Vefas à l'État et aux communes. Si vous pouvez réduire les prix à ce point, n'étaient-ils trop élevés avant ?

Les prix plafonds annoncés ne tiennent pas en compte la quote-part du terrain. Et pour les projets qui ont été rachetés, les standards de construction ont été revus à la baisse. Au prix de l'abordable, je ne peux pas faire le même produit que je vends sur le marché libre.

Économiquement, qu'est-ce que la quasi-disparition de la Vefa sur le marché classique change pour vous ?

« Historiquement, les banques finançaient le terrain et la construction se finançait avec l'argent de la Vefa »

Historiquement, les banques finançaient le terrain, et la construction se finançait avec l'argent de la Vefa. Maintenant, nous devons emprunter aux banques pour les deux, avec des taux qui ont aussi augmenté pour nous. Nos frais bancaires ont explosé. Nous discutons beaucoup avec les établissements bancaires. En France ou en Belgique, il existe des produits destinés aux développeurs pour les prêts à la construction. Cela n'existe pas ici, et cela pose un problème pour la compétitivité des entreprises luxembourgeoises.

Certains gros promoteurs, qui sont également de grands propriétaires fonciers, ont tiré des profits considérables à la fois de la construction et de l'évolution du prix des terrains qu'ils avaient mis en réserve...

Est-ce qu'il faut pénaliser quelqu'un qui a pris le risque d'immobiliser son argent sur un terrain il y a trente ans ? D'autres ont fait fructifier leur capital ailleurs sans que cela ne pose de problème. Le foncier est un placement comme un autre. Cette discussion est une perte de temps, cela ne résout pas les problèmes. Nous devrions plutôt réfléchir à la façon dont nous pourrions lancer de nouveaux programmes. Les mécanismes fiscaux, même s'ils ne sont pas aimés, attirent par exemple les investisseurs.

Ces investisseurs ont disparu ?

Il n'y en a plus du tout. Tous les acheteurs sont de futurs habitants. Si on veut de la mixité entre les propriétaires et les locataires, il faut soutenir la demande des investisseurs. Un mécanisme fiscal suffisamment incitatif permettrait de mettre en chantier de nouveaux programmes. Il y a un an, les incitations fiscales transitoires nous ont permis de lancer un nouveau projet à Howald. Aujourd'hui, le programme situé juste à côté va mettre beaucoup plus de temps, parce que ces mesures n'existent plus.

Pour vous, les promoteurs n'ont jamais exagéré leurs marges ?

Comme dans n'importe quelle entreprise, nous sommes rémunérés en fonction du risque que nous prenons. L'activité de promotion est risquée, encore plus aujourd'hui. Cela fait trente ans que le système profite à tout le monde : aux Luxembourgeois qui sont propriétaires, aux investisseurs, aux familles qui se créent un patrimoine à léguer, à l'État via un certain nombre

de recettes fiscales, aux entreprises de construction... pas seulement aux promoteurs ! Pendant longtemps, on a eu les moyens de cette politique. Il ne faut pas dire maintenant « Oh, le méchant développeur, il s'est fait l'argent sur le dos des gens. » Tout le monde était content avec ce système-là.

Le directeur de la SNHBM, Guy Entringer, a regretté récemment de ne pas être autorisé à construire aussi densément que vous...

J'ai travaillé dans le public précédemment, il y a toujours eu ces discussions-là. Je déteste qu'on oppose public et privé. Je viens du public, ça m'a nourrie. J'ai fait de magnifiques projets dans le secteur public comme dans le secteur privé. Nous devons tous respecter la même réglementation. Oui, nous avons élaboré le PAP de Rout Lëns, mais il a été validé par les autorités. Je ne crois pas qu'il y ait un avantage pour le secteur privé. En revanche, c'est vrai que certaines communes souhaitent davantage de densité que d'autres.

Rout Lëns est très dense, mais est-ce que le quartier aurait pu l'être encore davantage ?

À l'échelle d'une ville, cette densité n'est pas exceptionnelle. Nous avions même demandé plus. La commune était d'accord, mais pas le ministère des Affaires intérieures.

Le Musée des Sports-Centre des congrès, qui devait être créé sur Rout Lëns, s'est transformé en fiasco politique qui a coûté son poste à Georges Mischo. Que retirez-vous de cet épisode ?

Que c'est dommage, c'était un beau projet pour Rout Lëns. Mais ce sont des dossiers sur lesquels il faut de la transparence et de la rigueur. Ce qui s'est passé illustre la complexité de ces projets hybrides entre le public et le privé. Je pense qu'il y n'a jamais eu ici la volonté de dévoyer quoi que ce soit. Ce n'est d'ailleurs pas notre métier d'arbitrer ces démarches. Je ne suis pas dépositaire de la procédure. En un sens, je suis comme n'importe quel vendeur : quand on vient me voir en disant « je vais acheter », je précise les conditions auxquelles cela peut se faire. Ce qui est important, maintenant, c'est d'en tirer les enseignements. Y compris du côté du ministère. Et si demain, il y a un autre projet qui est relancé via une procédure publique classique, on l'étudiera et on verra si on souhaite s'inscrire ou pas. ●

Public/privé

Khâgneuse, diplômée en géographie, en aménagement/environnement et en sciences politiques, Sandra Huber (39 ans) a été nommée CEO d'Iko Real Estate en avril 2025, à la suite du retrait d'Éric Lux. Avant d'arriver au Luxembourg, Sandra Huber a travaillé pour les secteurs public et parapublic dans la planification et le développement de grands projets. Employée au service d'urbanisme de la ville de Metz, puis à la Société d'aménagement et de restauration de Metz métropole (Saremm), elle a notamment piloté la construction du quartier de l'Amphithéâtre.



Rout Lëns, réhabilitation des friches de la lentille Terre Rouge à Esch, livrera ses premiers logements à la fin de l'année

Le cinéma européen sous perfusion

IIII Georges Canto

Le 79^e Festival de Cannes s'est achevé le 22 mai. Bien que non récompensé, le Luxembourg était très visible sur la Croisette avec notamment la traditionnelle « Journée du cinéma luxembourgeois », en présence du ministre de la Culture Eric Thill et d'une centaine de professionnels du secteur. Sur le plan artistique, le palmarès de Cannes 2026 a témoigné de la vitalité du cinéma européen. Mais « par ailleurs, le cinéma est une industrie » comme l'écrivait déjà André Malraux en 1939*. Et là les choses sont moins brillantes. Concurrencé de toutes parts (studios américains, plateformes de streaming, IA) le secteur ne doit sa survie qu'à un impressionnant dispositif de soutien public, qui pourrait rapidement trouver ses limites.

Selon l'UNIC (Union internationale des cinémas) qui couvre 39 pays, la fréquentation des salles en Europe a reculé de 5,3 pour cent en 2025, à 863,6 millions d'entrées, malgré des opérations promotionnelles comme le Kinofest en Allemagne, la Bioscoop 10-daagse aux Pays-Bas ou la Fête du cinéma en France. Les recettes sont restées relativement stables à environ 6,9 milliards d'euros grâce à la hausse des prix moyens des tickets, qui aura notamment permis d'investir dans les infrastructures, les technologies et le confort des spectateurs. Une étude allemande a montré que la modernisation des équipements et des salles peut augmenter la fréquentation jusqu'à trente pour cent.

Le nombre d'entrées, et leur évolution restent toutefois très variables d'un pays à l'autre. La France et le Royaume-Uni sont les deux seuls marchés à dépasser les 100 millions de tickets (respectivement 157 et 124). En valeur relative, la France est toujours en tête (2,3 entrées par habitant et par an) suivie de l'Irlande (2) et du Danemark (1,75). Dans toute l'Europe la fréquentation baisse surtout chez les jeunes de moins de 35 ans qui étaient devenus une cible privilégiée, mais qui adoptent de nouveaux modes de consommation des images.

En apparence, la part des « cinémas nationaux » semble satisfaisante sur certains marchés (37 pour cent en France et au Danemark, 33 pour cent en Italie, 27 à 30 pour cent en Norvège, Pologne et Allemagne). Mais quasiment partout les gros succès des box-offices sont en écrasante majorité des films américains. En s'intéressant aux six principaux marchés européens, on ne recense aucun film local (ou européen) parmi les vingt premiers films vus en Espagne et au Royaume-Uni. En France on n'en compte que trois (aux 6^e, 18^e et 19^e places). En Allemagne et en Italie, le premier film au palmarès était bien un film local mais ces pays ne comptaient respectivement que deux et quatre productions nationales sur les vingt premières.

La question du financement des films est au cœur du problème. Le cinéma européen dépend de

montages financiers complexes et fragiles, selon un système mixte qui allie capitaux privés et ressources publiques. Le financement privé du cinéma européen est en grande partie issu des chaînes de télévision, qui sont les principaux diffuseurs des films après leur carrière en salle, parfois brève (trois à cinq semaines la plupart du temps).

C'est notamment le cas en France, avec TF1 (33 millions d'euros), M6 (24 millions) et France Télévision (58 millions). Mais l'audience globale des films qu'elles diffusent (gratuitement) est en nette baisse, ce qui impacte leurs recettes publicitaires et donc leurs investissements annuels dans le cinéma. Dans ce pays, Canal+, qui depuis sa création en 1984, a reçu pour mission de soutenir la production cinématographique, a réduit sa contribution de 200 millions en 2024 à 150 millions en 2025 (qui ont aidé 189 films), tout en prévoyant de la remonter à 160 millions cette année et à 170 millions en 2027. On est très loin des 15 milliards de dollars investis chaque année par Netflix dans les contenus.

Canal+ pose un autre problème, celui de la concentration. La chaîne a pour actionnaire de référence (plus de trente pour cent du capital) le groupe français Bolloré, un vaste conglomérat actif dans l'énergie et l'industrie, mais également dans la musique, la presse, la radio, l'édition et la publicité. À la tête de 10,6 milliards de participations fin 2025, il a jeté son dévolu sur le distributeur de films UGC, troisième réseau de salles en France, opérant aussi en Belgique et en Tchéquie, qu'il prévoit de contrôler entièrement en 2028. La présence du groupe Bolloré à toutes les étapes de la confection d'un film, du financement à l'exploitation et son positionnement politique très à droite, ont suscité des craintes parmi les professionnels et s'est traduite par la signature d'une pétition initialement signée par 600 d'entre eux. Sa publication le 11 mai, et la réaction brutale de Maxime Saada, président du directoire de Canal+ le 17 mai, ont quelque peu plombé l'ambiance du Festival de Cannes.

Face aux risques de contraction des budgets privés et de concentration du secteur, il ne reste plus qu'à recourir à des aides publiques. Plusieurs programmes existent au niveau européen comme Europe Créative, apparu en 2013, dont le volet Médias soutient le cinéma et l'audiovisuel dans l'UE. Servant surtout à financer des projets, à favoriser les coopérations entre pays et à renforcer la diversité culturelle et la compétitivité du secteur, il dispose d'un budget total de 2,44 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Eurimages, fonds du Conseil de l'Europe dédié au cinéma, soutient la coproduction de longs métrages, mais aussi la distribution, l'exploitation en salles et la promotion des œuvres. Créé en

Le soutien public se révèle efficace artistiquement mais insuffisant économiquement

1988 il ne dispose que d'un budget modeste d'environ 27 millions d'euros.

Ce sont les aides publiques nationales qui dominent largement. Selon le droit de la concurrence de l'UE, elles sont en principe interdites, mais il existe une dérogation pour la culture, et notamment pour le cinéma : l'idée est qu'un film ne peut être traité comme une marchandise ordinaire, en raison de sa valeur artistique, linguistique et « identitaire » que les États peuvent vouloir préserver.

Si l'intervention publique est autorisée pour garantir le pluralisme et la diversité culturelle, qui relèvent de la mission d'intérêt général, elle est très encadrée en termes d'objet et de montant des aides. Selon l'Observatoire européen de l'audiovisuel leur structure est très variable. Certains pays misent surtout sur les incitations fiscales (Royaume-Uni, Irlande, Belgique), tandis que d'autres privilégient un fonds public fort : c'est le cas de la France, de l'Allemagne, mais aussi du Luxembourg, avec son Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (généralement appelé Film Fund), doté de 180 millions d'euros sur quatre ans (2025-2028) dont 120 millions pris sur le budget de l'État (soit trente millions par an).

Créé en 1990, le Fonspa est un établissement public placé sous la tutelle du ministre de la Culture, avec comme mission de développer la production cinématographique et audiovisuelle au Grand-Duché, via divers mécanismes dont le principal est constitué par les Aides financières sélectives (AFS), un dispositif d'avances sur recettes. Il pilote également des soutiens à l'écriture, à la promotion, aux jeux vidéo et au projets multimédias. Trois coproductions soutenues par le Film Fund figuraient dans la sélection de la Quinzaine des cinéastes.

Dans les pays les plus vastes d'Europe, les aides nationales sont complétées par des soutiens accordés par des régions ou par des communes pour y attirer les tournages, dont les retombées directes et indirectes peuvent être très importantes. Ces dispositifs existent aussi aux États-Unis où ils constituent la seule forme d'aide publique possible.

Globalement, la part de l'argent public reste inférieure aux financements privés, mais il conserve un rôle-clé pour faciliter les premiers films, ceux à petit budget, les documentaires, les projets de recherche ou les productions en langues peu parlées.

Le soutien public se révèle efficace artistiquement. Plusieurs films récompensés à Cannes, pour se limiter à eux, ont bénéficié de soutiens publics. Par exemple, en 2023, la Palme d'or *Anatomie d'une chute* avait perçu l'avance sur recettes avant réalisation du Centre national du cinéma (CNC, un organisme créé en 1946) et des subventions des régions Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes où il a été tourné. Cette année, *Notre Salut* d'Emmanuel Marre, prix du scénario, coproduction franco-belge, était notamment soutenu par le Centre du cinéma de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Aussitôt après la divulgation du palmarès, le président français Macron faisait observer que le CNC avait contribué au financement de la moitié des dix films primés ce soir-là.

En revanche il demeure insuffisant économiquement pour faire vivre tout un écosystème. Les chiffres sont alarmants : en France, où près de 42 pour cent des films ont fait moins de 10 000 entrées en salle en 2024, plus de la moitié des films aidés par le CNC n'ont pas atteint les 50 000 entrées. Bien qu'il existe d'autres moyens de rentabiliser un film que les tickets, il est probable que ces films rapportent peu ou pas d'argent.

Des voix aussi autorisées qu'inattendues se sont fait entendre, aussitôt éteintes les lumières de Cannes, pour voir là les effets pervers d'un système de financement qui semble davantage conçu pour « faire tourner la machine » dans un milieu connu pour sa précarité (en France 82 pour cent des professionnels du cinéma ont le statut « d'intermittents du spectacle ») que pour satisfaire les goûts du public.

Pour le cinéaste français Robert Guédiguian, « il faut sortir de l'entre-soi dans lequel nous vivons, producteurs et consommateurs d'art, contents de nous avec nos œuvres autoproclamées radicales », réclamant de s'adresser au public le plus large possible (tribune dans *Le Monde* du 23 mai). Son collègue Bernard Stora (dans *Le Point* du 24 mai) déplorait que « côté sujets, côté scénarios, il y a une crise qui touche surtout le cinéma grand public. Quand on compare l'argent dépensé et la faiblesse des projets, on reste parfois confondu ». ●

* Esquisse d'une psychologie du cinéma, essai publié dans la revue *Verve* en 1939

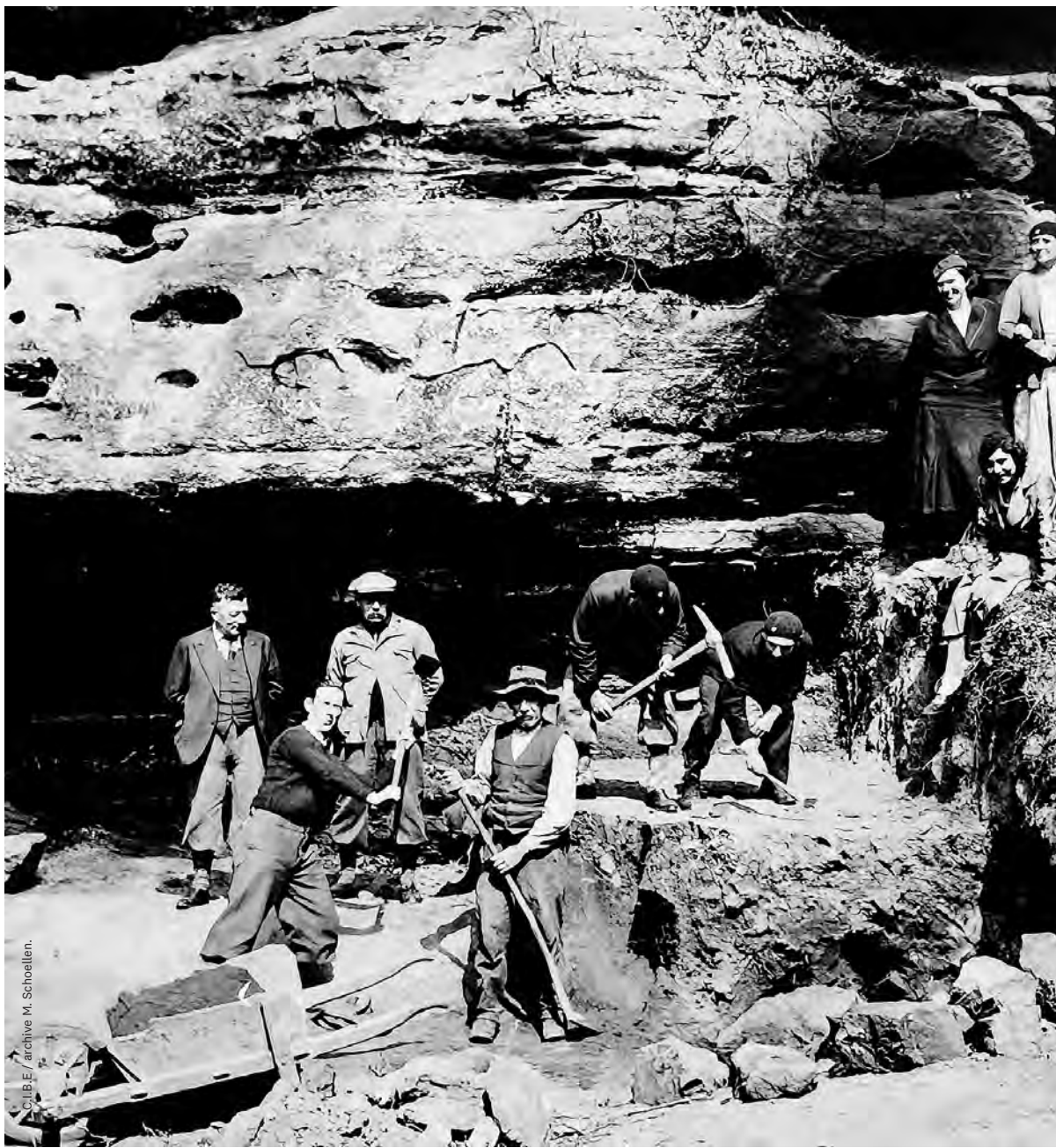


Emmanuel Marre, prix du scénario pour *Notre Salut*



L'ouvrier-fouilleur
Charles Weber
explorant en 1936

l'abri Atsebach,
à proximité
du Loschbour



Cliché inédit
du 30 mars 1936,
un groupe
d'excursionnistes
belges visite

les fouilles
préhistoriques
réalisées
au Loschbour

Time machine

IIII Foni Le Brun-Ricalens, Marc Schoellen et Fernand Spier

Quel est le point commun entre la pénicilline, la loi universelle sur la gravitation, l'hélice à pales pour bateau et les rayons X ? Eh bien, il s'avère que toutes ces découvertes scientifiques ont été faites « par hasard », ou avec l'aide fortuite de ce dernier. En science, ce phénomène imprévisible porte un nom : la sérendipité. Ce concept touche aussi l'archéologie, à l'exemple des conditions de mises au jour des premiers restes fossiles de l'homme de Neandertal, ainsi que des ruines de Pompéi, de la Pierre de Rosette, mais aussi de la femme préhistorique du Loschbour au Luxembourg.

De nos jours, un adage populaire dit que « le hasard fait bien les choses » et dans l'antiquité, pour orienter favorablement le hasard, les Grecs n'hésitaient pas à invoquer et honorer la divinité Tyché, déesse de la providence, protectrice des cités et maîtresse de la destinée des mortels. Force est de constater que le hasard continue de s'inviter aléatoirement dans nos quotidiens, ce que le philosophe français Voltaire se plaisait à dénommer « bizarrerie de la providence » en 1748 dans *Zadig*.

Un heureux hasard vient tout récemment d'éclairer sous un nouvel angle le 90^e anniversaire d'une découverte archéologique majeure effectuée sur le territoire luxembourgeois entre le moulin de Reuland et la cascade du Schiessentümpel, dans la région du Mullerthal. Celle d'une sépulture à incinération préhistorique mise au jour dans une fosse de très faible envergure en mai 1936 par l'instituteur Nicolas Thill (1885-1967) et son ouvrier Charles Weber (1886-1946). Ils dégagèrent cette petite structure en creux dans un talus de terre, sous un abri gréseux au lieu-dit Loschbour en rive gauche de l'Ernz noire.

Cette modeste crémation contenait quelques restes brûlés d'une femme datant de près de 9 000 ans,

La femme du Loschbour, datée aux alentours de 7 000 ans avant notre ère, s'avère être quelque mille ans plus ancienne que l'homme du Loschbour

au temps des derniers chasseurs-cueilleurs mésolithiques. Cette faible dépression et son amas charbonneux furent interprétés par les fouilleurs de l'époque comme une structure de combustion. Les modestes os et autres vestiges collectés furent déposés dans une enveloppe annotée : « gisement 'Loschbour', ossements trouvés dans le foyer », indication écrite de la main de Marcel Heuertz (1904-1981), ancien directeur du Musée d'Histoire naturelle de Luxembourg.

Ce pli et son contenu furent retrouvés par hasard en 1998 lors du rangement, classement et reconditionnement des anciennes collections préhistoriques par Foni Le Brun-Ricalens, alors nouveau conservateur de la section Préhistoire auprès du Musée national d'histoire et d'art. Cette enveloppe froissée inédite, non ouverte depuis des décennies, contenait les restes brûlés de quelques ossements animaux et humains dont quelques-uns portaient des traces de découpe post-mortem, ainsi qu'un éclat de silex et un élément de parure constitué par un coquillage

fossile perforé intentionnellement, de type Bayana lactea, originaire de la région champenoise.

La petite fosse était en réalité une sépulture à incinération. À souligner qu'à l'échelle de l'Europe, de telles crémations mésolithiques demeurent extrêmement rares. Celle de Loschbour a fait l'objet de plusieurs publications spécialisées et de présentations auprès de la communauté scientifique. Parallèlement, des fouilles de contrôle ont été réalisées en 2006 sur le terrain par la section Préhistoire du musée sous la direction de Laurent Brou. Côté médiation scientifique, modernité numérique et virtuelle oblige, une vidéo est accessible sur Youtube. Une vitrine des collections permanentes visitables au Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art lui est consacrée depuis 2011.

Retour sur les données factuelles

À ce jour, le site préhistorique du Loschbour a livré les deux plus anciennes sépultures humaines trouvées au Grand-Duché, à savoir une incinération féminine et une inhumation masculine. Cette dernière, dont le génome ADN particulièrement bien préservé, sert de référent mondial pour l'étude des populations préhistoriques, est la plus connue. Elle figure dans les manuels scolaires sous le nom de « l'homme de Loschbour ».

Ces deux ensembles funéraires aux rituels différents sont attribuables à la période mésolithique, ils ont été datés tous les deux avec la méthode isotopique du carbone 14 par spectrométrie de masse par accélérateur (AMS). La femme du Loschbour, datée aux alentours de 7 000 ans avant notre ère, s'avère être quelque mille ans plus ancienne que l'homme du Loschbour, daté d'environ 6 000 ans avant notre ère.

Petit rappel sur les circonstances de découverte. Pour mémoire, l'instituteur Nicolas Thill, passionné de préhistoire, explora successivement au cours des années 1930 jusqu'après la seconde guerre mondiale avec l'approbation du Musée d'histoire naturelle, différents abris sous roche des vallées de l'Ernz noire et blanche, dynamiques ruisseaux qui dégagèrent avec le temps d'importantes falaises dans la formation hettangienne du grès de Luxembourg. En automne 1935, l'instituteur natif de Heffingen met au jour sous une dalle de pierre rougie un squelette humain complet en connexion anatomique. Il en informe le jour même Victor Ferrant (1856-1942), directeur du Musée d'histoire naturelle. Marcel Heuertz, anthropologue-préhistorien, alors professeur-assistant détaché depuis 1932 auprès dudit musée, a consigné dans ses souvenirs la nouvelle de cette découverte : « Un jour, le 7 octobre 1935, quand j'étais avec Victor Ferrant, directeur du Musée, celui-ci reçut une communication téléphonique qu'il n'arriva pas à comprendre. Il m'appela en disant : 'Je crois que c'est Nicolas Thill, mais il bredouille tellement que je ne saisis pas ce qu'il veut'. Je pris l'écoute et voici la conversation qui s'engagea : 'Ech hunn en, ech..., ech... hunn en !', 'Wén hut der ?' 'Ma de Männchen !' »

Avec l'émotion non dissimulée d'un passionné, il s'agit de la découverte, il y a un peu plus de 90 ans, du squelette de l'homme du Loschbour. La chance du débutant diront certains, chance qui sourira à Nicolas Thill à nouveau les années suivantes. Mais autant les conditions de fouilles et de documentation de terrain sont connues pour la sépulture masculine fouillée par Nicolas Thill, Marcel Heuertz et Charles Weber, autant, pour l'incinération féminine, nous ne disposons d'aucune information. Hormis l'enveloppe, nous ne connaissons qu'une petite mention de la présence d'ossements et de leur emplacement de



Feuilleton

Les restes incinérés
de la femme de
Loschbour, et de
faune environnante.

La découverte d'un album-photos de 1936 sur un marché aux puces documente de manière inédite les fouilles archéologiques du Loschbour

découverte indiquée par un petit carré noir sur un plan publié en 1950 par Heuertz avec pour seule légende : « foyer ».

Aucune autre description ne nous étant connue à ce jour, la date supposée et proposée de mise au jour de l'incinération était fin 1935, dans les semaines qui suivirent la découverte de l'inhumation début octobre 1935. Dans ce contexte, le livre-chronique du Musée d'histoire naturelle tenu par Marcel Heuertz n'indique rien sur la poursuite d'investigations au Loschbour, il mentionne que Nicolas Thill, parfois accompagné dans ses recherches de M. Soissons, entreprend plus tard en 1936 des fouilles dans un autre abri, celui d'Atsebach situé à proximité du Loschbour. Nicolas Thill y découvre le 13 octobre 1936 un autre squelette, mais c'est une autre histoire...

Un mot voyageur

Le mot anglais *serendipity* est créé en 1754 par l'écrivain Horace Walpole (1717-1797) à partir du conte persan « *Peregrinaggio di tre giovani figliuoli del re di Serendippo* » (Voyages et aventures des trois jeunes fils du roi de Serendip) publié initialement par l'auteur italien Cristoforo Armeno (Christophe l'Arménien) en 1557, puis traduit en français par l'homme de Lettres Louis de Mailly (1657-1724) en 1719. Cette version ayant ensuite été traduite en anglais en 1722, Horace Walpole s'en inspire pour élaborer son concept caractérisant des découvertes faites accidentellement et avec sagacité. FLB

Alors quoi de neuf ?

C'est là que le hasard fait son entrée en scène. Lors d'un récent marché aux puces en Belgique, Marc Schoellen remarque et acquiert un vieil album de photographies noir et blanc des années 1930-1940. Il contient des souvenirs de différentes excursions effectuées à vélo dans différentes régions belges et frontalières, dont le Grand-Duché. Les agents photographiés portent souvent un béret orné d'un badge circulaire avec le sigle CIBE. Après recherche, il ressort que cet album reflète certains des voyages effectués par le personnel de direction de la Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux (C.I.B.E.), devenue aujourd'hui Vivaqua.

L'ouvrage est composé de tirages photo qui sont groupés par trois ou quatre sur des feuillets clairs. Chaque cliché est assorti d'annotations manuscrites à l'encre noire, à savoir un numéro (au-dessus), une date (sur les côtés) et un lieu (en dessous). Parmi les prises de vue, certaines concernent des lieux luxembourgeois remarquables comme le château de Vianden, la cascade du Schiessentümpel, les antennes radio RTL, etc. Sous le numéro 277, un cliché, pris en plan large le 30 mai 1936, présente un sujet hors du commun, à savoir des recherches archéologiques. On y lit la légende en dessous : « Blumenthal - fouilles ».

Blumenthal est le dernier hameau que les excursionnistes belges ont traversé à vélo avant de visiter les excavations situées en bordure de la route CR 121 qui mène à la cascade précitée, puis à Mullerthal. Or, il s'agit du site préhistorique du Loschbour. L'abri est reconnaissable d'après les reliefs singuliers de la paroi rocheuse érodée.

Ce document inédit est particulièrement intéressant. D'une part, il nous apprend que les fouilles se sont poursuivies en 1936, et, d'autre part, il renseigne

sur l'épaisseur de près de deux mètres des sédiments composant le talus, ainsi que sur la méthode de fouille mise alors en œuvre. Celle-ci progresse par tranchées orthonormées perpendiculaires à la paroi, fouillées par décapages stratigraphiques en plan en suivant, au fur et à mesure, les différentes couches sédimentaires. Par ailleurs, les outils employés sont ceux du carrier. On distingue houe, piochon, pelle, pioche et brouette en bois dans laquelle on peut apprécier la finesse des sédiments excavés. On observe également la mise de côté de gros blocs et, semble-t-il, des rejets de tamisage.

Concernant les personnes figurant sur la photographie, on peut distinguer deux groupes. D'une part, les excursionnistes descendus de leur vélo, groupe composé de cinq femmes et de cinq hommes (auquel il faut ajouter la personne qui prend le cliché). Coiffés la plupart d'un même béret, certains se mettent en scène en faisant semblant de creuser à l'aide de martelette, pioche ou houe. D'autre part, il y a trois locaux : au premier plan, debout, un ouvrier-fouilleur moustachu en gilet avec chapeau, il est en train de pelleter et de saper le profil stratigraphique du bas vers le haut. Derrière lui, également debout mais en veste boutonnée, se trouve un autre homme à moustache avec une grande casquette gavroche. Ce dernier, plus corpulent, fait penser à l'ouvrier-fouilleur Charles Weber. Au fond à gauche, en gilet, veste ouverte et tête nue, avec une attitude de contremaître, un homme semble diriger les opérations, peut-être, est-ce M. Soissons qui secondait Nicolas Thill dans ses recherches préhistoriques. L'enseignant d'Heffingen, bien que les explorations soient menées sous sa direction, n'a pas été identifié sur ce cliché. Serait-ce celui qui prend la photographie ?

D'un point de vue chronologique, pour préciser la date de découverte de la « femme du Loschbour »

en comparant avec le plan publié en 1950 repris tel quel dans la synthèse sur les *Documents préhistoriques du territoire luxembourgeois* que Marcel Heuertz publie en 1969, l'avancement des fouilles ne se trouve fin mai 1936 qu'à mi-abri et se dirige en aval de la vallée. La crémation méso-lithique, située à quelques mètres au nord de la zone en cours d'exploration, sera trouvée ultérieurement, entre début juin et la mi-juillet 1936, date de retour du jeune Marcel Heuertz de son séjour d'études anthropologiques de cinq mois et demi auprès du Museum national d'Histoire naturelle de Paris, au sein du Laboratoire d'anatomie comparée dirigé par le Professeur Raoul Anthony (1874-1941). Après la période estivale, Thill et Weber débiteront de nouvelles explorations sous les abris voisins d'Atsebach.

Ces nouvelles données ont été acquises grâce au hasard couplé à la sagacité de l'historien Marc Schoellen. Sa curiosité et sa bienveillance ont permis d'identifier un des premiers clichés inédits de fouilles préhistoriques méthodiques au Grand-Duché. Ce qui pouvait n'être a priori qu'une simple photographie souvenir, un cliché anecdotique, s'avère être 90 plus tard, fruit du hasard, une source exceptionnelle de renseignements scientifiques novateurs concernant la plus ancienne sépulture actuellement mise au jour sur le territoire luxembourgeois. Formulons le vœu que le hasard et la sérendipité puissent continuer de servir la connaissance. ●

Foni Le Brun-Ricalens est archéologue-préhistorien, directeur honoraire de l'Institut national de recherches archéologiques ; Marc Schoellen est historien, enseignant retraité de l'Éducation nationale ; Fernand Spier est préhistorien, président honoraire de la Société préhistorique luxembourgeoise



Notre Salut
d'Emmanuel
Marre
remporte le
Prix du
scénario

79^e FESTIVAL DE CANNES

Plombé par la guerre et l'indécision

IIII Jeff Schinker

Retour sur le palmarès du Festival de Cannes, très masculin et très large

Rares furent les éditions cannoises où la compétition suscita autant de débat, et peu nombreux furent les longs métrages à faire l'unanimité. Côté interprétation féminine, le prix est partagé entre les deux actrices de *Soudain* de Ryusuke Hamaguchi, un très beau (et très long) film sur l'amitié naissante entre une directrice d'Ehpad surmenée (Virginie Efira) et une metteuse en scène atteinte d'un cancer en stade quatre. Certains critiques évoquent l'utopie amicale que le film imaginait, comme si le féroce anticapitaliste Mark Fisher eût investi l'abbaye de Thélème rabelaisienne pour y concevoir une hétérotopie foucauldienne. D'autres lui reprochent le caractère ouvertement didactique qui, à mi-film, faisait tenir à Mari (Tao Okamoto) un long cours magistral sur les effets autodestructifs d'un capitalisme tardif phagocytant avec une indifférence gloutonne toutes les ressources de la planète, humaines et naturelles.

Quand d'aucuns voyaient dans *Minotaur* d'Andrei Zviaguintsev (Grand Prix) – une réécriture de *La Femme infidèle* de Chabrol, où un chef d'entreprise appelé à fournir une liste de quatorze employés à enrôler pour soutenir l'effort de guerre, trouve un moyen de régler des problèmes liés à l'infidélité de son épouse – une première réflexion russe sur la guerre en Ukraine, d'autres le jugeaient empreint de lourdeurs de mise en scène et trop transparent dans le message véhiculé.

Enfin, même et surtout *Fjord*, qui fait entrer Cristian Mungiu dans le club très sélect et très masculin des réalisateurs à deux Palmes d'Or, a connu un accueil plus que mitigé par la presse française. Les *Inrocks* va jusqu'à parler du film le plus « indigne » de cette compétition, tout ça parce qu'ils seront tombés dans le piège d'une lecture au premier degré d'un film nous attirant avec habileté dans un leurre d'empathie pour cette famille réactionnaire et très croyante qui, débarquant en Norvège, voit ses valeurs chrétiennes et son éducation à l'ancienne, donc recourant parfois à la giflle ou à la fessée, confrontées à une Norvège progressiste qui leur enlève sans tergiverser ses cinq enfants. D'autres auront au contraire reconnu le subtil mécanisme d'ambiguïté d'un film qui nous interroge sur les limites de notre empathie et sur la violence que génère inévitablement l'application d'un système de valeurs, aussi progressives qu'il soit, au détriment d'un autre.

Cette indécision a laissé des traces dans le palmarès, le jury ayant voulu brasser au plus large, faisant

mouche quand il choisit de récompenser des duos de comédiens plutôt que des performances isolées – car il est vrai qu'au cœur du succès de *Coward*, le très beau film de Lukas Dhont sur un amour queer naissant au milieu des tranchées de la Première Guerre Mondiale entre le charismatique Francis (Valentin Campagne), qui monte des spectacles de cabaret et dirige une troupe de soldats-comédiens se déguisant en femmes, et Pierre (Emmanuel Macchia), le timide fermier, réside la performance touchante de ses deux acteurs principaux. Le choix de récompenser à la fois Virginie Efira et Tao Okamoto fut tout aussi judicieux, ces deux (ou quatre) prix d'interprétation célébrant le dialogue et l'échange plutôt que d'élire le jeu monolithique d'un (certes brillant) Javier Bardem en monstrueux réalisateur patriarcal dans *El Ser Querido* de Rodrigo Sorogoyen, ou le tout aussi impressionnant Swann Arlaud, qui incarne l'arrière-grand-père pétainiste du réalisateur Emmanuel Marre dans *Notre Salut*.

Ce même jury paraît au contraire on ne peut plus indécis quand il octroie le Prix de la mise en scène à la fois à Pawel Pawlikowski pour *Fatherland* et aux deux Javier – Ambrossi et Calvo – pour *La bola negra*. Ces deux longs-métrages n'ont, au-delà d'une toile de fond belliqueuse et littéraire, n'ont strictement rien à voir d'un point de vue sémantique. Pawlikowski raconte le retour d'exil de Thomas Mann qui, en 1949, doit faire face au suicide de son fils Klaus et gérer les doubles tentatives de récupération de son œuvre et de sa personne par une Allemagne scindée en deux. L'ambitieux premier film queer du duo espagnol enchâsse trois histoires et deux époques autour d'un manuscrit perdu de Federico García Lorca. En outre, les deux propositions contrastent fortement d'un point de vue formel : mise en scène maîtrisée et monolithique pour Pawlikowski, foisonnante et fulgurante chez Ambrossi et Calvo.

À voir les huit films primés – *Coward*, *La bola negra*, *Fatherland*, *Minotaur*, *Fjord*, *Soudain*, *Notre salut* et *L'aventure rêvée* – l'on peut constater que plus de la moitié sont des films de guerre, parmi lesquels seul *Moulin* de László Nemes repart les mains vides, cette omniprésence au palmarès soulignant encore plus une compétition déjà placée sous le signe de la peur de l'éternel retour, où le poids des conflits mondiaux du siècle passé reflète la peur de voir l'Europe s'embourber à nouveau dans des guerres déjà en train de se dérouler un peu partout.

À l'opposé de la transparence du film de Zviaguintsev, avec qui il partage la volonté de montrer des opportunistes discrets, loin du héros Moulin et du monstre collaborateur Barbie tels que dépeints par Nemes, Emmanuel Marre, grand favori d'une presse française qui le portait aux nues, qui repart avec le Prix du scénario. *Notre Salut*, son deuxième long-métrage, raconte l'histoire de son arrière-grand-père, un pétainiste féru qui grimpe les échelons ou, plutôt, tombe de l'avant, finissant par être mêlé, comme un pendant naïf de Maximilian Aue dans *Les Bien-veillantes* de Jonathan Littell, à la logistique de déportation des Juifs. Marre reconstitue l'échange épistolaire de ses arrière-grands-parents pour un portrait familial sans compromission aucune, où l'épouse d'Henri sera la seule à oser dire la débâcle morale de son mari dans des mots délicats, mélancoliques, désopilants, restaurant le portrait tout en nuances d'un petit homme qui, d'occasion en occasion, devient un collaborateur presque malgré lui, montrant qu'entre résistants et traîtres, il y eut ces gens qui, pour survivre et par orgueil, participèrent à la pire catastrophe de l'humanité sans jamais avoir eu l'impression de s'être sali les mains.

L'absence au palmarès de l'autre film quelque peu autofictionnel de la compétition, *Gentle Monster*,

qui part du choc ressenti par la réalisatrice Marie Kreutzer quand elle a appris que Florian Teichtmeister, un des comédiens de son film *Corsage*, avait été accusé pour possession de matériel pédopornographique, miroite le peu d'amour des jurys à la Croisette pour l'autofiction. L'année dernière déjà, le très beau et poétique *Romeria* de Carla Simon était reparti les mains vides tandis que cette année encore, *Amarga Navidad* (*Autofiction*, dans sa traduction française) de Pedro Almodóvar repart sans prix. Il est en bonne compagnie : le sublime *Paper Tiger* d'un James Gray au sommet de son art est à nouveau aux abonnés absents. Tout comme le sont donc quatre des cinq réalisatrices : Marie Kreutzer, Jeanne Herry, Charline Bourgeois-Tacquet et Léa Mysius, en dépit de films parlant avec beaucoup de sensibilité de ce qui gangrène nos démocraties (l'alcoolisme, la pédophilie ...), sont absentes du palmarès. Seule l'Allemande Valeska Griesebach qui, pour son très long et un peu épuisant *Das geträumte Abenteuer*, situé en Bulgarie, dans un patelin aux frontières de la Turquie, et suivant une femme forte essayant de sauver du pétrin une connaissance mystérieusement évaporée, sauve un peu la mise en remportant le prix du Jury. Après le phénoménal ex aequo pour *Sound of Falling* (Mascha Schilinski) et *Sirat* (Oliver Laxe) l'année dernière, c'est bien peu de chose. ●

Un regard certain

Appelés à un exercice de funambulisme, dans une édition dépourvue de chefs-d'œuvre incontestés, Park Chan-wook et ses pairs ont sans doute eu la tâche difficile, comme en témoigne la profusion de prix attribués ex æquo. On ne peut pas en dire autant du jury présidé par Leïla Bekhti, qui a couronné Sandra Wollner reine incontestée d'Un Certain Regard. Avec *Everytime*, bouleversant récit familial traversé de lyrisme, la cinéaste autrichienne s'est imposée comme l'une des révélations les plus éclatantes de cette édition du festival, suscitant un enthousiasme presque unanime.

Et ce qui a saisi les spectateurs de la Croisette n'a rien d'une hallucination collective : chronique d'une famille

ravagée par un deuil indicible, *Everytime* commence comme un roman d'apprentissage avant de glisser, presque imperceptiblement, vers la *ghost story*. Le tout filmé avec la grâce instinctive d'une réalisatrice au talent rare. Après une ouverture minimaliste, puis un deuxième acte de grand réalisme psychologique (qui évoque par moments *Afternoon* de Charlotte Wells), Wollner atteint des sommets dans un épilogue visionnaire, où sa mise en scène déploie enfin toute son ambition. Le réel et l'imaginaire s'y fondent dans une dérive hallucinée, jusqu'à un final d'une splendeur irréaliste. Le cinéma devient ainsi un espace utopique : un lieu où l'on peut remonter le temps, retrouver ses fantômes, et peut-être guérir les blessures les plus enfouies de l'âme.

MARIA SOLE COLOMBO

L’art du livre et du papier

IIII Loïc Millot

Poète, peintre et photographe, Joël Leick retourne sur les paysages de sa vie

À l’ère de l’IA et du tout digital, les œuvres sur papier de Joël Leick émeuvent par leur délicate matérialité. Alliance d’encre et d’huile diluée, de pigments et de mots étendus sur des pages qui se déplient verticalement ou horizontalement, parfois sur plusieurs mètres, elles opposent à notre temps leur qualité de présence en même temps que leur fragilité. Le travail du poète-plasticien charrie la longue histoire du livre illustré, depuis les enluminures médiévales où l’on s’adonne à l’ornementation de la lettrine, à des œuvres fondatrices de la modernité, telles que *Le Fleuve* (1874) de Charles Cros ou *Un coup de dés jamais n’abolira le hasard* (1897) de Stéphane Mallarmé. Bien connu au Luxembourg, où ses productions sont exposées depuis 1985, Joël Leick dévoile dans une belle exposition ses *Paysages de papier*.

Chaque artiste, selon l’ouvrage de Ernst Kris et Otto Kurz, a sa légende, et Joël Leick ne fait pas exception. Lors d’un repas dominical, un verre de vin est renversé sur la table, la tâche rouge se répand progressivement sur la nappe. Ce sera, pour l’adolescent, la vision de sa première « toile », accidentellement réalisée. Originaire de Thionville, dont il a repris les tons ocres de la vallée de la Fensch, Joël Leick laisse souvent place à la tache, aux éclaboussures et à leurs formes aléatoires. On le constate dès les premières salles de l’exposition, où se déploient de grands *leporellos* maculés de coulures uniformément bleues ou vertes. Des textures liquides et ductiles qui font écho au motif circulaire dont l’artiste aime ponctuer le papier Fabriano, sortes de gouttes dont certaines contiennent une feuille d’arbre. Aucun énoncé à déchiffrer ici, sinon celui de la vie, du cycle des saisons tel qu’il est introduit par l’élément sylvestre. Une feuille d’automne, qui par glissement renvoie aussi bien au support, à la feuille de papier, dans une mise en abîme entre l’activité créatrice de la nature et celle de l’humain. Un rapprochement auquel nous invite plus loin l’artiste, que ce soit par l’intermédiaire d’un herbier ou lorsqu’il écrit, au Cahier 3 de *Pétri corps* (2025), que « les Leporellos, une fois accrochés dans l’espace chantent, respirent ainsi comme respirent les arbres et le silence dans les petites abbayes romanes. » Les papiers de Joël Leick s’apprécient comme des or-

Joël Leick modernise la tradition du livre illustré en faisant de sa fabrication une performance en soi

ganismes vivants. Et leurs différents composants sont liés entre eux par un étroit réseau de filets et d’avatars (tige, cordon ombilical). Ailleurs, des assemblages convoquent des photographies d’arbres et de feuilles auprès de leur traduction picturale, dans un écart poétique constitué de lignes et de points pouvant évoquer Mirò.

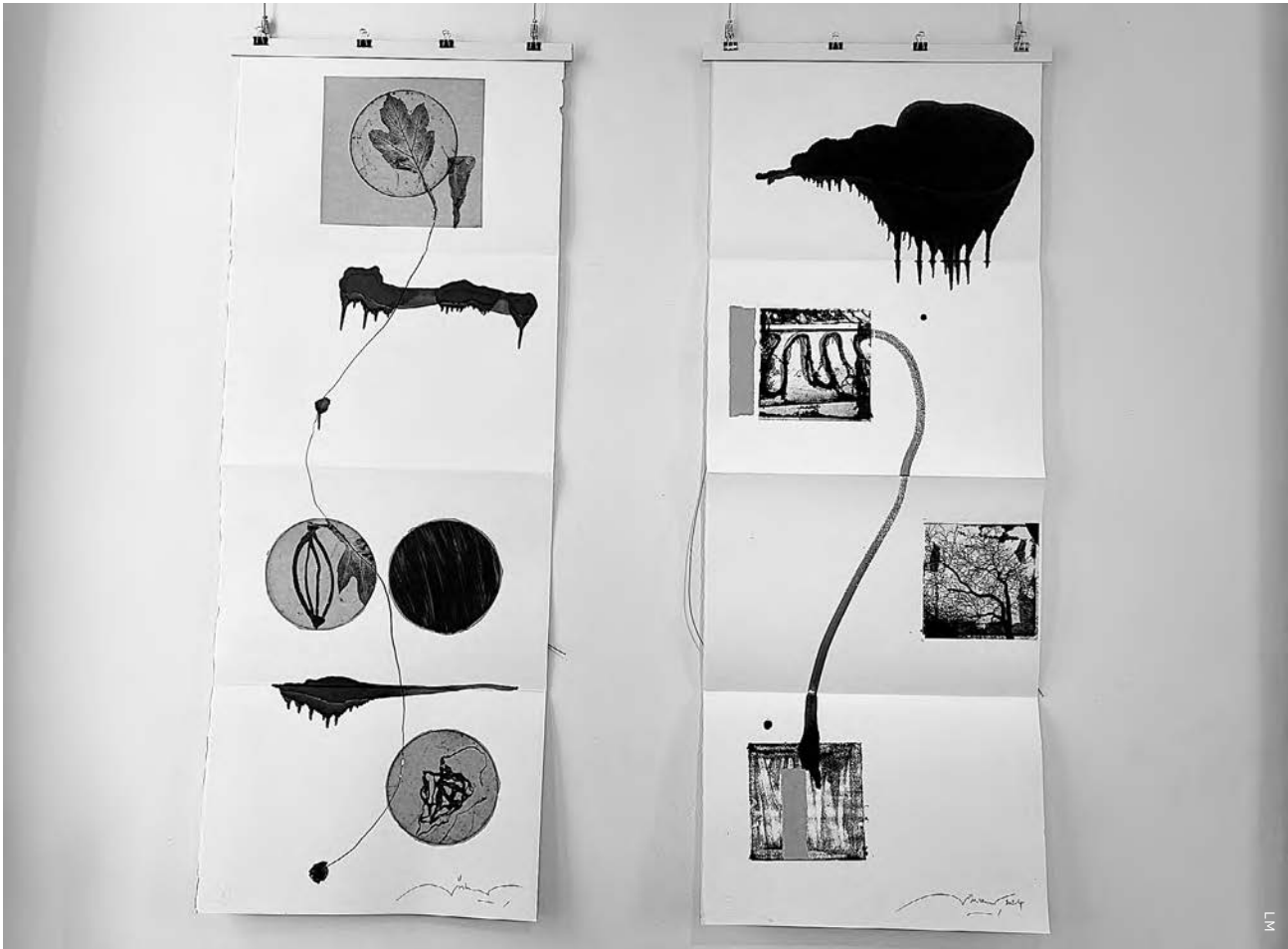
L’admiration de Joël Leick pour Arthur Rimbaud est connue depuis longtemps. Une vitrine présente un superbe ouvrage réalisé en hommage au poète et à ses séjours éthiopiens à Harar. Édité par Bernard Dumerchez, *Passages* (2016) constitue, plaque typographique à l’appui, la première édition des écrits de Rimbaud en amharique, un dialecte éthiopien dont le poète était familier. En 2019, l’ouvrage a fait l’objet d’un cadeau diplomatique ; il été offert par Emmanuel Macron au premier ministre de la république démocratique d’Éthiopie et Prix Nobel de la paix, Abiy Ahmed. L’art du livre est collectif et résulte de la rencontre heureuse entre un artiste et un éditeur. Dès le début des années 1990, Joël Leick se rapproche ainsi de Jean Vodaine, maître-typographe ayant œuvré avec Edmond Dune et Gaston Chaissac. Ensemble, comme un passage de témoins entre générations, Leick et Vodaine signent deux ouvrages : un « livre-tableau » qui se décline en une dizaine de planches gravées (*Silence-Moments*, 1992) ; puis une très belle miniature, *Un Calice noir* (1995), où la dimension plastique en vient à supplanter le texte, lequel se limite ici aux seules lettres du titre, sur le modèle des *Gravures barbares* (1989) de Jean Vodaine. Lors de son discours d’inauguration, Joël Leick aura mentionné quelques-uns de ses précieux collabo-

rateurs, de Jean Vodaine à Roland Chopard, de Pierre Bourgeade à Richard Meier.

Cette longue tradition du livre illustré, Joël Leick l’a considérablement modernisée en faisant de la fabrication du livre une performance en soi. On se souvient de celle qu’il avait réalisée en marge de son exposition à la Bibliothèque nationale de Luxembourg (*Les Territoires de Joël Leick*, 2020) où il avait orné devant le public trois livres longs de six mètres chacun. Il a également contribué à renouveler la tradition au moyen de techniques mixtes (collage, peinture, monotype, gravure). L’exposition fait la part belle à ses récents Dry-Prints, un procédé d’impression photographique auquel l’artiste adjoint une plaque partiellement gravée. Il en ressort une image hybride, très travaillée, opacifiée par les opérations successives qu’elle a subies, à rebours du principe d’instantanéité inhérent au numérique. « Pour l’artiste, le procédé impose un retour à l’atelier, un refus de l’immédiateté, un temps de lecture de l’image », précise le commissaire de l’exposition, Philippe Lerat. Et d’ajouter : « Cette distance par rapport à l’acte photographique se caractérise par une nouvelle appropriation de l’image qui la marque comme un espace autonome et l’éloigne d’un simple prélèvement de réalité. »

À 65 ans, Joël Leick fait aujourd’hui retour sur son itinéraire, de Florange à Thionville, puis à Paris où il s’est installé au début des années 2000. Une vitrine réunissant de précédentes publications aux éditions Fata Morgana (*Rectangles choisis*, 2003 ; *L’image possible*, 2010), confère à la manifestation une dimension rétrospective, et peut-être bien nostalgique. À côté des lieux de son enfance, l’artiste hante comme une ombre certaines de ses vues. « J’avance et je porte l’histoire de la photographie et de la peinture. Mes maîtres sont là, j’ai vécu avec les morts ; j’avance pas à pas en défrichant ça et là », confie celui qui a travaillé avec Roland Topor, Fernando Arrabal et Etel Adnan. ●

Paysages de papier, exposition de Joël Leick au château de Courcelles de Montigny-les-Metz, jusqu’au 5 juillet



L’exposition accueille de nombreux leporellos, dressés ici à la façon de kakémonos

T
A
B
L
O

MÉDIAS

Riches archives

La Bibliothèque nationale du Luxembourg poursuit la numérisation du patrimoine culturel imprimé et notamment de la presse luxembourgeoise. Cette semaine, ce sont plus de neuf millions d’articles parus dans le Tageblatt entre 1951 et 2014 qui sont rendus accessibles en ligne, via *eLuxemburgensia.lu*. Cela représente 699 786 pages, publiées dans 19 248 numéros. Jusqu’à présent, le quotidien eschois était accessible depuis sa fondation en 1913 jusqu’en 1951. Dans ces riches archives, on pourra se remémorer le premier pas sur la Lune, la crise des missiles de Cuba ou la chute du mur de Berlin, mais aussi la première Tripartite, la mort de la Grande-Duchesse Charlotte, le premier mandat de Jean-Claude Juncker ou les « exploits » du Bommeleeër. On découvrira encore la signature d’anciens ministres comme Jacques Poos, Mars Di Bartolomeo ou Robert Goebels.

Cette nouvelle mise en ligne représente un enrichissement majeur des collections de presse qui comprend par exemple les éditions du *Luxemburger Wort* jusqu’à 1980, du *Letzeburger Journal* (1948-2020) ou du *Lëtzeburger Land* (1954-2022). L’édition luxembourgeoise du *Républicain Lorrain* (1961-2001) est le prochain sur la liste. [FC](#)

ÉVÉNEMENT

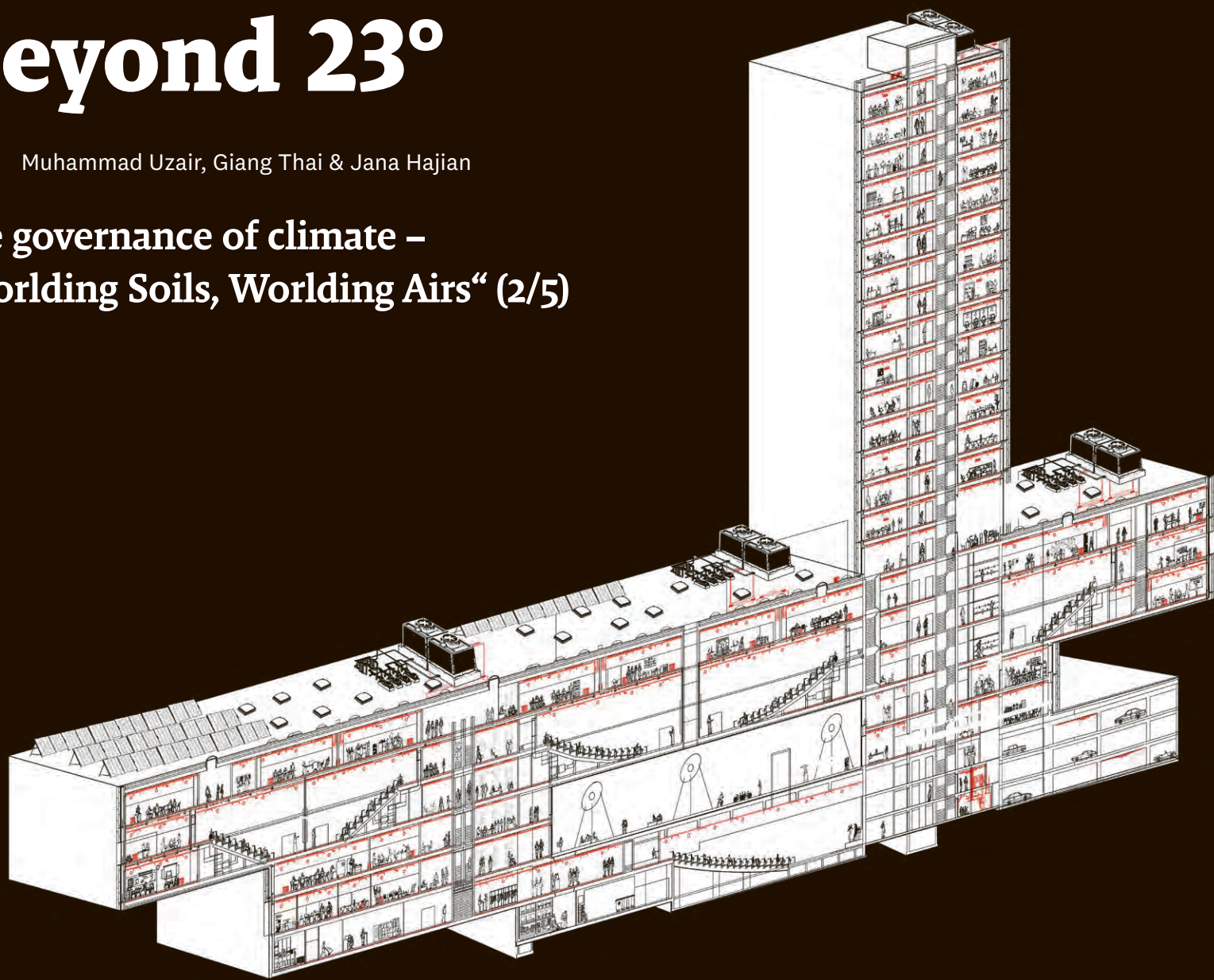
Block Party

La culture hip hop a émergé dans les années 1970 dans le Bronx, à New York. Elle prend racine dans un contexte économique et social difficile pour les ghettos noirs et hispaniques qui ont trouvé de nouvelles formes d’expression à travers la musique, la danse et le graphisme. Plus de cinquante ans après la première block party officielle, cette culture s’est étendue, démocratisée, voire est devenue *mainstream*. Projet collaboratif réunissant six associations, la Block Party propose, le 30 mai aux Rotondes, une journée immersive dédiée au hip hop dans toutes ses composantes. La journée et la soirées rassemblent rappeurs, DJs, danseurs, graffeurs ou beatboxers autour d’activités créatives, ludiques et éducatives. Au programme : jeux, performances, marché, musique et bien plus encore, pour un public varié, des enfants curieux aux générations plus âgées. Détails du programme sur [rotondes.lu](#) [FC](#)

Beyond 23°

|||| Muhammad Uzair, Giang Thai & Jana Hajian

The governance of climate – “Worlding Soils, Worlding Airs” (2/5)



A section of the hidden infrastructure of Maison du Savoir in Belval

Every day, thousands of students move through Belval and enter the Maison du Savoir, the main academic building of the University of Luxembourg. Outside, the weather shifts constantly: wind, rain, cold mornings, or warm afternoons. Inside, however, the atmosphere feels almost unchanged. The temperature remains stable, the air controlled, and the environment predictable.

This everyday experience became the starting point for the research project “Beyond 23°”, developed within the Master’s in Architecture program at the Uni.lu. The project investigates how interior comfort is produced and how the systems that maintain this comfort shape the architecture of contemporary buildings.

We began by observing, documenting our daily encounters with the building through photographs, drawings, and spatial mapping. The goal was simple: to understand how the interior environment of the Maison du Savoir operates and how it is experienced by the people who use it every day.

An unexpected pattern began to emerge. Many interior spaces within the building appeared strikingly similar. Corridors, study areas, and transitional zones often shared the same atmosphere and spatial cues. The repetition suggested that the interior was not shaped solely by architectural design decisions but by a broader set of systems and conditions working in the background.

To understand this phenomenon more clearly, we introduced a simple framework for reading the building through three layers: visible spaces, interface spaces/elements and hidden spaces. Visible spaces include the architectural elements, and most people immediately recognize them as walls, floors, ceilings, and rooms. Interface elements act as the mediators between users and the building’s environmental systems, guiding movement and subtly shaping behaviour. Hidden spaces, meanwhile, contain the infrastructures that regulate the building’s atmosphere and maintain its stable interior climate.

Seen through this layered perspective, the interior of the Maison du Savoir began to reveal

itself differently. The building was no longer simply a collection of rooms and corridors. Instead, it appeared as a complex spatial system in which many elements withdraw from everyday perception while still influencing how the interior behaves.

At the centre of this system is the governance of climate. The building maintains an almost constant temperature of around 23 degrees Celsius, a condition commonly considered comfortable in contemporary indoor environments. Yet this stability does not occur naturally. It is produced through a network of mechanical systems and infrastructural spaces that continually regulate air circulation, temperature, and environmental balance.

Recognizing this led the research to a deeper question: how much of the building’s interior space is actually dedicated to maintaining this stable atmosphere? To answer this, the project mapped and calculated the areas and volumes associated with environmental control and institutional infrastructure. The analysis revealed that the Maison du Savoir contains a total interior area of 47 052 square meters and a total interior volume of 214 875 cubic meters. Within this, approximately 10 450 square meters of area and 47 720 cubic meters of volume are dedicated to spaces that maintain environmental stability and organizational order.

These spaces include mechanical rooms, ventilation shafts, service corridors, technical voids, and other infrastructural elements that rarely appear in architectural discussions, yet occupy significant portions of the building’s interior.

By bringing these hidden allocations into view, our research reveals the presence of two architectures operating simultaneously within the same building. One architecture is visible and familiar: the architecture designed through drawings, plans, and spatial compositions. This is the architecture students encounter in lecture halls, studios, and circulation spaces. Yet alongside exists another architecture produced by technical, environmen-

How everyday environments are shaped by decisions that often remain invisible

tal, and organizational systems. This second architecture is rarely acknowledged as part of the building’s spatial design, yet it occupies real volume and shapes how the interior must function.

Understanding this dual condition also raises questions about agency within architecture. Traditionally, architects are understood as primary agents shaping buildings. However, the research suggests that many spatial decisions are influenced by other forces: environmental standards, institutional regulations, and technical systems that determine how buildings must operate. In these cases, architectural design adapts to the requirements of climate control and operational infrastructure rather than directing them entirely.

Making these systems visible led to a turning point in our research. Instead of only asking how control works, we began asking a different question: what happens when control itself becomes visible as space?

Through mapping and visual representation, the infrastructural volumes responsible for environmental regulation were translated into readable spatial forms. This allowed them to be understood not simply as technical necessities but as part of the architectural interior itself.

Once these spaces became visible, they opened the possibility of reconsidering how interior space is allocated. Our research does not pro-

pose removing or replacing the systems that sustain the building’s environment. Instead, it invites reflection on how spatial priorities are established, and how different forms of interior life might be imagined if these priorities were reconsidered.

To make the scale of these allocations more tangible, the project translated the volume dedicated to control into human terms. Based on the minimum requirement of approximately fifteen square meters per student room, the volume dedicated to environmental control could correspond to space capable of accommodating around 755 students.

This comparison is not presented as a housing proposal. Rather, it functions as a speculative lens through which to understand how large volumes of interior space can be reserved for infrastructural functions while other collective needs remain difficult to address.

The project therefore shifts the discussion from technical performance to spatial priorities. If buildings can allocate substantial interior volumes to maintaining environmental stability, it becomes possible to ask how other forms of collective use-spaces for gathering, living, or community, might also be imagined within similar spatial scales.

Ultimately, the research returns to the everyday journey that inspired it. Each day, students move from an unpredictable outdoor climate into a carefully stabilized interior. What feels natural and comfortable inside the building is, in fact, the result of complex spatial arrangements and infrastructural priorities.

By making these arrangements visible, “Beyond 23°” encourages a broader reflection on the relationship between architecture, technology, and the human experience of space. Comfort, the project suggests, is not simply a condition we inhabit – it is something that buildings actively construct, maintain, and spatially organize around us. ●

Der leere Feiertag

IIII Lukas Held

Plädoyer für eine Feiertagsreform

Wir haben den Mai fast hinter uns. In keinem anderen Monat des Jahres drängen sich die Feiertage so dicht: 1. Mai, Europatag, Christi Himmelfahrt, Pfingstmontag. Der Mai ist, zumindest auf dem Papier, der gefeiertste Monat des Jahres. Daran schließt sich bis zum Nationalfeiertag und weiter bis November eine fast feiertagslose Wüste. Diese Unausgeglichenheit allein wäre ein Grund für eine strukturelle Reform des Feiertagskalenders. Aber sie ist nicht der eigentliche Grund.

Was soll Christi Himmelfahrt?

Die Frage klingt respektlos, ist aber durchaus berechtigt. In einer Gesellschaft, in der die Mehrheit der Bevölkerung keinen lebendigen Bezug zum Kirchenjahr hat, ist dieser Feiertag ein historisches Sediment ohne Träger. Er feiert die leibliche Auffahrt Jesu in den Himmel, also ein kosmologisches Ereignis aus einer Glaubenswelt, die für immer weniger Menschen die eigene ist. Dasselbe gilt für Mariä Himmelfahrt im August, für Allerheiligen, für Pfingstmontag. Diese Tage haben ihre Funktion nicht etwa verloren, weil die Menschen schlechter und egoistischer geworden wären. Sie haben sie verloren, weil das identitäre Rückgrat, das sie einst trug, großflächig weggefallen ist. Säkularisierung ist keine Meinung, sie ist eine soziologische Tatsache.

Anders liegt der Fall beim 1. Mai. Er ist, im Gegensatz zu den Himmelfahrten, nicht religiös verankert, sondern politisch. Er erinnert an den Kampf der Arbeiterbewegung, an Achtstundentag und Streikrecht. Und er ist – das muss man sagen – in Zeiten von Plattformarbeit, Gig-Economy und Scheinselbstständigkeit aktueller denn je. Wer heute Pakete für Amazon ausliefert und dabei formal „Unternehmer“ ist, wer täglich zwölf Stunden ohne Krankenversicherung für Wolt durch dichten Verkehr rasen muss, wer als „freier Mitarbeiter“ mehr Stunden macht als ein Festangestellter, der braucht den 1. Mai. Und doch hat das Kapital es geschafft, genau jenes Klassenbewusstsein, das den Arbeits- und Feiertag einst mit Leben füllte, durch solche Pseudo-Entrepreneuriat-Konstruktionen systematisch aufzureiben. Der 1. Mai findet statt, aber leider immer öfter ohne das Subjekt, dem er eigentlich gilt. Denn auch am 1. Mai, am 9. Mai und am Himmelfahrts-Donnerstag wollen Menschen mit Essen beliefert werden.

Desynchronisierung

Das eigentliche Problem ist aber nicht, dass dieser oder jener Feiertag seine Bedeutung verloren hat, sondern dass die gemeinsame Zeitlichkeit zerfallen ist, in die ein Feiertag eingebettet sein müsste. Der Soziologe Hartmut Rosa nennt das „Desynchronisierung“. Laut Rosa zerfallen moderne Gesellschaften in Teilsysteme, die mit inkompatiblen Geschwindigkeiten laufen. Wirtschaft, Familie, Politik, individueller Lebensrhythmus: Alle ticken anders und keiner wartet auf den anderen. Feiertage waren historisch das Instrument der Resynchronisierung – der Moment, in dem alle gleichzeitig innehalten, in dem Zeit anders, nämlich kollektiv erlebt wird. Dieses Innehalten aber setzt voraus, dass es wirklich alle betrifft. Ein Feiertag, an dem Läden offen sind, Lieferdienste fahren und ein Teil der Bevölkerung arbeitet, damit ein anderer Teil shoppen kann, ist kein Feiertag. Feiertage, an denen nichts mehr gefeiert wird, sind leere Tage, Freizeittage, und Freizeit möchte gefüllt werden. So ist der Feiertag oftmals Freizeit für die einen und Arbeitstag für die anderen. Das ist – nebenbei bemerkt – natürlich eine Klassenfrage.

Feiertag als gelebte Körperpraxis

Nun sind aber längst nicht alle Feiertage schlecht gealtert. Weihnachten funktioniert noch, wenn auch vielleicht nicht mehr primär als religiöses Fest, so doch als familiärer Verdichtungsmoment: Kerzen, Essen, Geschenke, Ritual. Auch der Nationalfeiertag am 23. Juni (beziehungsweise dessen Vorabend) funktioniert in Luxemburg erstaunlich gut. Er verlangt keine religiöse oder politische Homogenität, sondern setzt auf etwas Elementareres: das gemeinsame Erleben von Musik, Feuerwerk und öffentlichem Raum. Was diese Tage von Christi Himmelfahrt unterscheidet, ist das Vorhandensein einer lebendigen Körperpraxis. Der Kulturtheoretiker Paul Connerton hat in *How Societies Remember* (1989) her-

ausgearbeitet, dass gesellschaftliches Gedächtnis nicht in den Köpfen gespeichert wird, sondern vornehmlich in den Körpern, das heißt in wiederholten Gesten, in Ritualen, in gemeinsam begangenen Momenten. Diese geteilten Körperpraktiken sind das, was einen Feiertag trägt.

Émile Durkheim hat das für die soziale Kohäsion konstitutive Moment des Feiertags schon 1912 in seinem Standardwerk *Les formes élémentaires de la vie religieuse* beschrieben. Kollektive Zusammenkünfte erzeugen, was er „effervescence collective“ nannte – eine gemeinsame emotionale Aufwallung, die aus dem gegenseitigen Resonieren von Emotionen entsteht. Feiertage sind aus dieser Perspektive keine schlichte Dekoration gesellschaftlichen Lebens, sondern tatsächlich eine seiner Grundbedingungen: Sie sind die Momente, in denen Gesellschaft sich selbst spürt, in denen geteilte Werte nicht bloß bekräftigt, sondern affektiv erlebt werden. Das Problem unserer Zeit ist nicht, dass die Menschen diese Erfahrung nicht mehr wollen. Sondern vielmehr, dass die institutionellen Formen, die sie ermöglichen sollten, ausgehöhlt sind – durch Säkularisierung, durch Liberalisierung, durch Individualisierung, durch die schlichte Tatsache, dass die Läden dann eben doch offen sind.

Für eine Pluralität von Feiertagen

Wie könnte man den Feiertagskalender reformieren angesichts dieses Sinnverlusts? Ein strukturell anderes Modell könnte auf drei Ebenen operieren, die je eine eigene Logik verfolgen. Ich plädiere für drei Formen von Feiertagen, mit je eigenem Kalender.

Erstens: Resonanztage. Damit meine ich fünf Tage pro Jahr, an denen die Gesellschaft wirklich stillsteht. Kein Einzelhandel, keine Lieferdienste, keine nicht-essenzielle Arbeit. Diese Resonanztage wären um astronomische Wendepunkte herum gelagert – Sonnenwenden und Äquinoktien –, die keine Religion beansprucht und kein Volk besitzt, weil sie schlicht zur Erde gehören. Unser Kalender hat diese Rhythmen ohnehin bereits gestreift: Weihnachten liegt nahe der Wintersonnenwende, der Nationalfeiertag nahe der Sommersonnenwende. Was fehlt, sind der Frühling und vor allem der Herbst – jene feiertagslose Wüste zwischen Juli und November. Die Resonanztage würden diese Lücke nicht willkürlich füllen, sondern einem Rhythmus folgen, der älter ist als jede Religion und jeder Staat. Kulturräume könnten an diesen Tagen durchaus belebt werden, es könnten Konzerte, Lesungen, Debatten, Spiele organisiert werden. Denn die Gesellschaft braucht Momente, in denen sie sich ohne Gegenleistung aus gibt – nicht um sich zu erholen und danach wieder zu funktionieren, sondern als Selbstzweck. Konsum ist eben keine solche Ver-

ausgabung, denn der Konsum reproduziert nur die Warenlogik, er unterbricht sie nicht.

Zweitens: Gemeinschaftstage. Vier Tage pro Jahr, die nicht individuell, sondern kollektiv gewählt werden – von Glaubensgemeinschaften, Betrieben, Vereinen, Stadtteilen, politischen Gruppen und so weiter. Auf Basis eines gesetzlich festgelegten Katalogs, der religiöse, politische und zivilgesellschaftliche Feiertage gleichberechtigt versammelt. Eine Gewerkschaft feiert gemeinsam den 1. Mai, eine muslimische Gemeinde begeht den Eid, eine christliche Gemeinde den Ostermontag, die Mitglieder einer politische Organisation treffen sich zum Weltfrauentag. Das ist weder staatliche Verordnung noch reine Privatentscheidung, sondern öffentliche Praxis auf mittlerer Ebene – jene Ebene, die Durkheim noch für die eigentliche Trägerin gesellschaftlicher Kohäsion hielt und die heute zwischen staatlicher Macht und individuellem Belieben zu verschwinden droht. Dieser Mechanismus hat den entscheidenden Vorteil, dass er keine gemeinsame Identität staatlich verordnet, sondern sie entstehen lässt. Gemeinschaften artikulieren sich durch den Tag, den sie wählen – und schaffen dabei jene gelebte Praxis, ohne die kein Datum zum Fest wird.

Drittens: persönliche Zeitgutscheine, in Form von zwei Tagen, ohne kollektiven Anspruch, frei wählbar für jede Bürgerin und jeden Bürger angesichts der Pluralität der Konfessionen, Überzeugungen, individuellen Bedürfnisse.

À la recherche du temps libre perdu

Nun hat dieses Modell nicht den Anspruch, das Problem der Desynchronisierung vollständig zu lösen. Dessen Ursprung reicht tiefer. Der Historiker E.P. Thompson hat in *Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism* (1967) gezeigt, dass der Industriekapitalismus eine grundlegend andere Zeitlichkeit vernichtet hat: eine aufgabenorientierte, von natürlichen Rhythmen und religiösen Unterbrechungen durchgezogene Zeit. Wo vormoderne Arbeit sich je nachdem, was zu tun war, verlängerte oder verkürzte, setzte die Fabrik die abstrakte Uhrzeit als universelles Maß. Saisonale Rhythmen, religiöse Unterbrechungen, unregelmäßige Intensitäten: all das wurde der Taktung der Maschine geopfert. Der Feiertag war keine Ausnahme vom Alltag, sondern Teil desselben Gewebes. Heute kennen wir nur noch den Kontrast zwischen Arbeitszeit und Freizeit – und der Feiertag fällt, mangels Alternative, in die zweite Kategorie.

Was ich hier als Reformansatz vorschlage, ist der Versuch, diese Form der gelebten Zeitlichkeit mit den Mitteln der Moderne zurückzukaufen, nämlich durch Gesetze und Verordnungen. Das ist natürlich ein paradoxes Unterfangen: Gesetze können Lücken in der Warenlogik schaffen, sie können bewirken, dass der Laden geschlossen ist, aber sie können nicht erzwingen, was danach geschieht. Ein Tag bekommt seinen Festcharakter nicht dadurch, dass er einfach im Kalender steht, sondern dadurch, dass er mit Praxis gefüllt wird. Das braucht neue Rituale, neue Körperpraktiken, neue kollektive Erzählungen – und die entstehen nicht per Dekret. Aber man könnte dennoch damit aufhören, die Überreste der alten Rituale durch verkaufsoffene Tage zu ersetzen und mit Konsumangeboten zuzuschütten. Das wäre ein Anfang. Und über diesen Anfang – wie er konkret aussehen soll, wer ihn gestalten kann – lohnt es sich zu reden. ●



1. Mai 2026 in der Abtei Neimöster



Texturen auf der Spur

IIII Anina Valle Thiele

Die Choreografin Elisabeth Schilling feiert in diesem Jahr mit ihrer Company ihr zehnjähriges Jubiläum. Ein Porträt

Eine mondartig irritierende Kugel stand am Anfang ihrer Karriere. Fast zehn Jahre ist es her, dass Elisabeth Schilling *Sixfold* im Trois-C-L präsentierte. Ihr Solo entführte das Publikum in eine Welt, in der noch keine Grenzen existierten: Schilling hat schon in ihren Anfängen reflektiert mit den Disziplinen gespielt.

Seit seiner Gründung hat sich ihr Ensemble, Elisabeth Schilling & Company von einer Ein-Frau-Initiative zu einem der führenden Tanzensembles Luxemburgs entwickelt, das international auf Tournee geht. Spätestens mit *Hear Eyes Move. Dances with Ligeti*, das unter anderem diesen Juni in der Philharmonie de Paris zu sehen sein wird, gelang der aus Deutschland kommenden Choreografin der Durchbruch. Im letzten Jahr wurde sie vom *Achiever Magazine* unter die zehn inspirierendsten weiblichen Führungskräfte gewählt und in die Top 30 Frauen der Kreativszene, die das *New York Weekly Magazine* nominiert hat.

Wie gelingt einer Frau in einer Nische wie dem Zeitgenössischen Tanz international so ein Aufstieg? Was hat sich seitdem geändert? „Ich habe anfangs noch selbst als Tänzerin gearbeitet, sehr viel in meinen eigenen Stücken getanzt und viele Soli kreiert“, erzählt Schil-

ling. 2020 markierte für sie persönlich aber auch für ihre Company einen großen Wendepunkt, weil es das erste Mal war, dass sie durch die Hilfe von den Théâtres de la Ville und dem Kunstfest Weimar ein Gruppenstück gestalten durfte. Dass *Hear Eyes Move* so gut ankam, bezeichnet sie als „Glück“. Und dann war es ein Meilenstein, dass die Théâtres de la Ville ihr das Angebot machten, assoziierte Künstlerin zu werden.

Mittlerweile ist sie dank ihres Teams stark in der Kommunikation. So hat sie ihre Kanäle sukzessive ausgebaut, nutzt Social Media selbstbewusst, um auf ihre Produktionen hinzuweisen. Schilling formuliert vorsichtig und einfühlsam – und sie gendert. Vielleicht ist es diese Empathie, sein Gegenüber wahr- und ernst zu nehmen, die an ihrer Art am stärksten auffällt, vor allem in einer Kunstwelt voller Egoismen – aber auch das wache Interesse am Zeitgenössischen Tanz, das Erforschen von Bewegungen und Musik, die solche präzisen und eindrucksvollen Choreografien hervorbringt.

Sie ist in Wittlich aufgewachsen. „Ich sage immer gern, ich komme aus der Eifel, weil ich die Eifel so gern mag“, sagt sie. Schon früh besuchte sie die Ballettschule (Dr. Hoch's Kon-

servatorium in Frankfurt am Main) und ging später nach London, wo sie einen BA am Trinity Laban Conservatoire of Music and Dance und einen MA an der London Contemporary Dance School erlangte.

„Ich wusste, ich wollte Tänzerin werden, um das Handwerk zu lernen und um zu sehen, wie andere Menschen eine Gruppe führen; meine innere Stimme hat mich schon sehr jung in Richtung Choreografie getrieben, deswegen war es kein Schlüsselmoment, es war eher wie eine Zwiebel.“ Man schäle sie, und das das Resultat ergebe sich allmählich, die Konturen würden immer klarer.

Es sind oft sehr anspruchsvolle Projekte, die Schilling austüftelt. Zwölftonmusik von Ligeti in Tanzsprache zu übersetzen, nimmt sich nicht jede vor ... Ihre Choreografien entwickelt sie fast organisch im Raum. „Das bezieht sich für mich nicht nur auf Menschen, sondern wurde in den letzten Jahren immer mehr auch von Naturphänomenen beeinflusst. Das Organische ist einfach in der Natur vorhanden, in uns auch – aber wir haben es vergessen.“ Ihre Kreation aus dem letzten Jahr, *Sensorial Symphonies*, ist so etwa von Pflanzen inspiriert.

Das sei die philosophische Ebene, aber natürlich komme die Musikalität als Element hinzu. „Tanz und Musik haben eine jahrhundertelange Beziehung, die ganz unterschiedliche Formen annehmen kann und mich interessiert.“

Seit 2022 ist sie Associate Artist am Grand Théâtre. Dass ihre Produktionen gefördert würden und sie dadurch die Möglichkeit habe, eher Ensemble-Stücke zu machen, und dadurch auch die Chance, ihre Company danach auszurichten, begreift sie als Privileg. Davor sei sie „fast rastlos durch die Kunstwelt getingelt und sehr viel gereist“.

Gab es auf diesem steilen Karriereweg keine Brüche und Enttäuschungen? „Steile Karriere? – Ich sehe das gar nicht so. Das sieht vielleicht von außen so aus, aber es ist extrem harte Arbeit. Ich glaube, es ist eine große Leidenschaft, aber auch eine Persistenz und Geduld und sehr viele strategische Gedanken.“

Interdisziplinärer Austausch

Identität begreift sie – im Gegensatz zu vielen Schreihälsen und dem Trend – als nichts Statisches. Wöchentlich tauscht sie sich mit dem Philosophen Héctor Andrés Peña aus, um Naturphilosophien zu verstehen und zu überlegen, wie man diese in Tanz übersetzen kann.

In Luxemburg steht sie in regem Austausch mit Anne Legill (Les Théâtres de la Ville) zur Publikumsentwicklung, zu Tanz und zu gesellschaftlichen Fragen und mit dem Jazz-Komponisten Pascal Schumacher zu Musik und Komposition. Über musikalische Projekte tauscht sie sich regelmäßig mit dem Ensemble United Instruments of Lucilin sowie mit der Pianistin Cathy Krier und der Komponistin Catherine Kontz aus, mit der sie gerade ein neues Stück für Juli 2026 plant.

Ihr neues Stück *Florescence in Decay* wird im Oktober im Escher Theater gezeigt. Eine Produktion, die sie bereits 2020 auch im großen Theater entwickelt hat, aber als *Double Bill*: „Ich hatte das Gefühl, ich konnte nicht alles rausholen. Da ist noch Potenzial, was noch erforscht werden wollte.“ Es ist inspiriert vom Buch *Metamorphosen* von Emanuele Coccia, vor wenigen Wochen wurde es im CAPE in Ettelbrück zur Premiere gebracht. Anlässlich des zehnjährigen Jubiläums werden in diesem Jahr noch mehrere ihrer Stücke aufgeführt – in Frankreich oder Schottland.

Und dann gibt es die *Mat Iech*-Tour, bei der sie von Oktober bis November ihre Tanzstücke



Benüell Kostohyz

Florescence in Decay wird im Oktober im Escher Theater gezeigt

auch an Schulen und in Seniorenheimen zeigt. Zeitgenössischen Tanz auch nichtakademisierten Menschen nahezubringen, ist ihr wichtig. Der Tanz soll zu Menschen kommen, die nicht (mehr) ins Theater gehen können, etwa aufgrund von finanziellen, geografischen oder gesundheitlichen Gründen. „Wir haben ein unterschiedliches Publikum; es liegt mir auch am Herzen, Kinder aufzufinden, die keine Eltern haben, die sie ins Theater oder in die Philharmonie mitnehmen. Die Künstler/innen-Szene ist ja eine Bubble; wenn man darin arbeitet, ist man sehr auf sich fixiert und auf den Struggle, den man selbst erlebt hat.“

Wird sie in zehn Jahren ein großes Haus leiten? „Ich weiß nicht, ob ich mich traue, so weit zu denken. Ich glaube, mein Traum wäre, dass wir unsere Company weiterentwickeln können.“ Mittlerweile habe ihre Kompanie eine Konvention mit dem Ministerium, was ein sehr großer Schritt sei.

„Mein Traum ist es einfach, darauf aufbauen zu können. Ich bin sehr dankbar, nicht nur meinem Team gegenüber, sondern auch den Partnerschaften, denn ohne das Grand Théâtre, das CAPE oder die Philharmonie und United Instruments of Lucilin könnten wir diese Produktionen nicht entwickeln. Es ist ja auch für sie immer ein Risiko.“ Es ist herauszuhören, dass sie weiß, dass Erfolg, gerade als zunächst Außenstehende einem in einer überschaubaren Kulturwelt in Luxemburg nicht in die Wiege gelegt wird.

Erlebt sie das kleine Luxemburg mit seiner überschaubaren Szene als Vor- oder Nachteil? „Ach, als Vorteil! Ich habe Luxemburg so viel zu verdanken. Aber ich habe auch zu einem Zeitpunkt angefangen, in Luxemburg zu arbeiten, als ich bemerkte, dass das Land Interesse hat, eine eigene Kulturszene aufzubauen. Ohne Luxemburg würde ich vielleicht nicht so existieren. ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Santa Marta, vent nouveau

IIII Jean Lasar

Obnubilés par la crainte qu'une part importante des énergies fossiles consommées dans le monde reste coincée dans le Golfe, les terriens ont été nombreux à zapper une rencontre d'un format inédit qui s'est tenue fin avril sur les bords de la mer caraïbe. Celle-ci marque pourtant, potentiellement, le point de départ d'un processus susceptible de mettre, enfin, le monde sur les rails de la décarbonation. À Santa Marta, ville balnéaire d'un demi-million d'habitants au nord de la Colombie, 57 pays se sont accordés pour organiser ensemble ce que l'Accord signé en 2015 à l'issue de la COP de Paris n'a pas réussi à impulser.

Alors que les dernières COP ont échoué à acter une volonté partagée d'abandonner les énergies fossiles, se perdant en stériles batailles sémantiques, la conférence de Santa Marta était d'emblée intitulée « transitioning away ». Organisée par la Colombie et les Pays-Bas, qui ont pris l'initiative de convier une « coalition of the willing », elle se donnait pour but principal de tracer une trajectoire concrète permettant au monde de se sevrer des hydrocarbures, composée de feuilles de route nationales et de nouveaux outils pour venir à bout des subventions aux énergies fossiles.

Des participants ont fait état d'une atmosphère « rafraîchissante » ; d'autres se sont réjouis d'avoir enregistré des succès remarquables, certains ont parlé de « percées ». Cela fait des années que l'on n'entend pas ce genre de qualificatifs à l'issue des COP, gangrenées par les délégations des pétrocraties et les lobbyistes du pétrole, du gaz et du charbon qui y pullulent.

Le prochain sommet de la série initiée à Santa Marta sera organisée par l'Irlande et Tuvalu en 2027 et se tiendra sur l'archipel de l'océan Pacifique : tout un symbole après les signaux désastreux des récentes COP tenues à Dubaï et Bakou.

En relation avec la rencontre de quelque 400 scientifiques qui a précédé le sommet, la ministre colombienne de l'Environnement et coprésidente de la conférence, Irene Vélez Torres, a déclaré : « Nous devons retourner à la science et fonder nos décisions sur la science ». Les climatologues présents à Santa Marta ont jeté les bases d'un *reporting* annuel, plus en phase avec l'acuité de la crise que les cinq à sept années qui s'écoulent en moyenne entre les rapports du GIEC. Il sera rédigé par un panel de cinquante à cent scientifiques hébergé par l'Université de São Paulo et coordonné par Johan Rockström, du Potsdamer Institut für Klimaforschung, et Carlos Nobre, de l'université pauliste, avec pour but de fournir des analyses rapides aux pays participants. Quatre groupes de travail sont prévus : « trajectoires de transition », « solutions technologiques », « conception et évaluation des politiques », « instruments financiers et gouvernements ».

Un tiers environ de l'économie mondiale était représentée à Santa Marta : pratiquement tous les pays d'Europe occidentale (y compris le Luxembourg), l'UE, le Vatican, ainsi que, notamment, le Canada, le Mexique, la Jamaïque, le Panama, le Brésil, le Chili, l'Uruguay, l'Angola, le Ghana, le Cameroun, le Sénégal, la Turquie,

le Bangladesh, les Maldives, les Philippines, l'Australie, la Nouvelle Zélande, Singapour, le Vietnam, la Micronésie, les Îles Marshall ... Les organisateurs ont cherché à constituer un forum qui permette d'éviter les écueils des COP. Logiquement, les États-Unis, la Russie, les États du Golfe n'ont pas été invités. Mais la Chine et l'Indonésie non plus, ce que certains participants ont regretté. La représentante du Royaume-Uni à la conférence, Rachel Kyte, a insisté que la Chine « devrait se sentir la bienvenue ici », précisant : « La Chine doit faire partie de cette équation pour de multiples raisons ».

Même si l'initiative de Santa Marta peut aujourd'hui être perçue comme un lumignon allumé par des utopistes dans les ténèbres d'un tunnel sans issue, elle n'en représente pas moins un formidable vecteur d'espoir. Paradoxalement, ce lumignon a toutes les chances de se transformer en phare puissant grâce aux actions inconsidérées de l'administration Trump : avec les disruptions dont souffre l'économie mondiale suite au blocage du détroit d'Hormuz, les nations sont aujourd'hui confrontées brutalement à l'instabilité structurelle qui résulte de leur dépendance à l'égard du pétrole et du gaz et des chaînes d'approvisionnement associées, bien plus fragiles que l'on ne l'imaginait. Il ne s'agit pas d'abandonner le processus onusien de l'UNFCCC, des COP et du GIEC, mais de miser en parallèle sur un processus porté par une coalition des volontaires, susceptible le moment venu d'impulser à l'échelle globale les changements en profondeur requis. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Magnifica humanitas

IIII Jacques Drescher



Jacques Drescher

De Krich, deen ass vun lwwel;
E setzt schonn op Kl.
E gëtt och just gefouert
Fir d'Rüstungsindustrie.

De Krich gëtt preparéiert
Mat Haass an eiser Press.
D'Leit sollen sech gewinnen
Un d'Angscht an un de Stress.

Den Dialog wier d'Léisung,
An dat wat eis verbënnt.
Amplaz, dass haut deem Stärksten
Seng Muecht all Krich gewënnt.

De Poopst liest seng Lewitten
An huet och leider Recht.
Well kuckt een d'Nato-Chrëschten,
Da gëtt et engem schlecht.



Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
02.07.2026 10.00 heures

Intitulé :
Soumission relative aux travaux de remplacement de la détection incendie dans l'intérêt de la maintenance de la Maison du Savoir à Esch-Belval.

Description :
– Travaux de détection incendie.

Critères de sélection :
Les conditions de participation sont précisées au dossier de soumission.

Conditions d'obtention du dossier :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2601346

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
08.07.2026 à 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement à remettre via le Portail des marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Il n'y aura pas de séance d'ouverture publique de la procédure ouverte.

Contournement de Bascharage

Lot 1 : Voirie (N5 à ZAE Robert Steichen) + OA1450

Description :
– Les travaux prévoient la construction d'un ouvrage d'art qui franchit la ligne des CFL entre Luxembourg et Pétange et la voirie du contournement sur une longueur d'environ 950 mètres.

Quantités approximatives des travaux de construction de voirie :
– Déblais : 33 000 m³ ;
– Enrobés bitumineux : 7 300 t.

Quantités approximatives des travaux de construction d'un ouvrage d'art :
– Charpente métallique : 668 t ;
– Armature du tablier : 515 t.
Délai d'exécution des travaux : 640 jours ouvrables
Début prévisible des travaux : automne 2026

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
La remise électronique des offres est obligatoire. Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2601354

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
30.06.2026 10.00 heures

Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg

Intitulé :
3445 _parachèvements, réf. G7:
Description :
– L'exécution des travaux de parachèvements des commerces et bureaux à Belvaux.

Conditions d'obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.

Réception des plis :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2601358

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
30.06.2026 10.00 heures

Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg

Intitulé :
3449 _chauffage, ventilation, électricité & cuisine, réf. G7.

Description :
– L'exécution des travaux de chauffage, ventilation, électricité et cuisine des commerces et bureaux à Belvesaux.

Conditions d'obtention du dossier :

Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.

Réception des plis :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2601359

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
01.07.2026 10.00 heures

Intitulé :
Travaux de construction à sec à exécuter dans l'intérêt du projet « Police Lëtzebuerg et bâtiment administratif à Wiltz – nouvelle construction ».

Description :
– Fourniture et pose de murs et contre-cloisons en construction sèche avec et sans exigences coupe-feu.
– Quantité de cloisons de ±450 m² dont ±250 m² avec exigence coupe-feu et ±350 m² de contre-cloison avec et sans renfort.

– Fourniture et pose de plafonds suspendus en construction sèche, en lamelle de bois et en panneaux métalliques.
– Quantité de ± 800 m² de plafonds suspendus dont ± 350 m² en lamelle de bois et ± 50 m² en panneaux métalliques et ± 400 m² en plaques de plâtre.

La durée des travaux est de 352 jours ouvrables, à débiter le 4^e trimestre 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2601343



Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
03.07.2026 10.00 heures

Intitulé :
Soumission relative aux travaux de toiture dans l'intérêt de la construction du Centre sportif à Esch-Belval.

Description :
– Travaux de toiture

Critères de sélection :
Les conditions de participation sont précisées au dossier de soumission.

Conditions d'obtention du dossier :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2601351



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Pour 1€ accédez à notre version digitale pendant 1 mois.

Faites le test.



www.land.lu
(+352) 48 57 57 . 1

d’LëtzebuengerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C.B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Antoine Hron (485757-1; ahron@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (485757-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (485757-26; fclarinval@land.lu), **Stéphanie** Majerus (485757-35; smajerus@land.lu), **Erwan** Nonet (48 57 57-28; enonet@land.lu), **Sarah** Pepin (48 57 57-36; spepin@land.lu), **Pierre** Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), **Bernard** Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Yi Ren (48 57 57-32; yren@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Facebook** d’Lëtzebuenger Land **Instagram** [letzebuenger_land](https://www.instagram.com/letzebuenger_land) **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,50 € **Abonnement annuel** 220,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

Die radikale Offenheit der Tracey Emin

IIII Claire Barthelemy

Die Tate Modern in London widmet der vierzigjährigen Karriere von Tracey Emin eine Retrospektive



My Bed (1998) in der Tate Modern

Tracey Emins Kunstwerk *My Bed* aus dem Jahr 1998 wird seinem Titel gerecht: Neben einem ungemachten Bett liegen leere Bierdosen, Kondome und blutverschmierte Unterwäsche. Ein Readymade, zusammengestellt von dem Überbleibsel einer depressiven Episode. Es sind gewöhnliche Alltagsgegenstände einer Frau, die in den Medien der 1990er-Jahre als „undamenhaft“ dargestellt wurde. „Stomach Turner,“ so beschrieb das Sensationsblatt *Daily Mail* das Werk, als es 1999 für den britischen Turner Prize nominiert wurde. Ist das überhaupt Kunst?, fragten sich viele.

Der Schockfaktor von *My Bed* ist heute verblasst, niemand empört sich mehr über Kondome oder ein bisschen Blut. Doch die Wirkung bleibt. Betritt man den dunklen Raum der Tate Modern, fühlt man sich wie jemand, der in die Privatsphäre einer Unbekannten eindringt. Im digitalen Zeitalter, in dem jeder ein perfektes Selbstbildnis erschaffen kann, wirkt *My Bed* erfrischend mutig und authentisch.

Tracey Emin widmet sich in ihrer Kunst fast ausschließlich ihrem eigenen Leben. Das ermöglicht es ihr, Kontrolle über ihren Körper und ihr Leben zurückzugewinnen. Denn die verlor sie schon früh. Sie wuchs in Margate auf, einer Küstenstadt in Südengland, wo ihre Eltern das Hotel International betrieben. Als ihr Vater sie für eine andere Familie verließ, rutschten Tracey, ihre Mutter und ihr Bruder in Armut. Mit 13 Jahren brach Tracey Emin die Schule ab, nachdem sie ein erstes Mal vergewaltigt worden war.

Im Kurzfilm *Why I Never Became A Dancer* von 1995 zeigt Tracey Emin prägende Orte der Stadt: die Schule, den Glockenturm, die Strandmeile

mit den Cafés und den Discos. Sie erzählt davon, wie sie als Teenagerin Sex entdeckte. Der war kostenlos und lenkte sie von ihrem Elend ab, erzählt sie im Film. Erwachsene Männer haben sie ausgenutzt.

Mit 15 nahm Tracey Emin an einem Disco-Tanzwettbewerb teil, in der Hoffnung, später auch in London tanzen zu können. Doch als sie die Bühne betrat, erzählt die Künstlerin weiter, beschimpften Männer im Publikum sie als „Schlampe“. Es waren Männer, die mit ihr geschlafen hatten. Im Film nennt sie ihre Namen: „Shane, Eddy, Tony, Doug, Richard – this one's for you.“

Daraufhin tanzt die erwachsene Tracey Emin mit einem breiten Lächeln im Gesicht drauflos. Freude und Ausgelassenheit als Rache. „Das Leid, das mir in meiner Jugend widerfahren ist, habe ich verarbeitet und in meiner Kunst das Beste daraus gemacht. Ich habe mich davon nicht unterkriegen lassen. Das ist das Wichtigste, ich habe alles überlebt“, erklärte die Künstlerin in einem Interview in der BBC-Radiosendung „Woman's Hour“.

Zu den Höhepunkten der Ausstellung gehören die vielen farbenfrohen Quilts, auf die Tracey Emin Vorwürfe, Beleidigungen und Sehnsüchte gestickt hat. „I do not expect to be a mother but i do expect to die alone“, verkündet eine der Stickereien. Ihr erster Quilt, *Hotel International*, thematisiert ihre Kindheit in Margate, mit Anspielungen auf ihren Vater. „Hotel International: The Perfect Place to Grow“, verkündet der Aufnäher auf dem Stoff ironisch.

Ihre Zeichnungen sind minimalistisch und ästhetisch nicht immer mitreißend, doch die Themen treffen umso tiefer. *I was too young to be*

Zu den Höhepunkten der Ausstellung gehören die vielen farbenfrohen Quilts, auf die Tracey Emin Vorwürfe, Beleidigungen und Sehnsüchte gestickt hat

carrying your Ashes, heißt etwa ein Werk, auf dem eine grellrote Skizze Tracey Emin zeigt, wie sie die Asche ihrer Mutter in den Armen hält.

Emins Handschrift erleuchtet die Wände des Museums. Es sind Neonwerke, mit denen die Künstlerin seit den 1990er-Jahren experimentiert und in denen sie flüchtige Gedanken und Gefühle in Licht festhält. Neben den Quilts und Skulpturen wirken sie jedoch eher wie Nachgedanken. Eindrucksvoller sind sie im städtischen Raum, wo sie zwischen kommerziellen Neonreklamen für Überraschungsmomente sorgen. So etwa der auf 20 Meter Länge ausgehende Satz „I Want My Time With You“, der in Neonpink unter der Uhr des Bahnhofs St. Pancras Reisende begrüßt.

Im Jahr 2020 wurde bei Tracey Emin eine aggressive Form von Blasenkrebs diagnostiziert. In fotografischen Werken dokumentierte sie ihre Behandlung und die Folgen: Nahaufnahmen ihres künstlichen Blasenausgangs, Tränen, Blut.

Tracey Emins Ansatz ist bis heute derselbe geblieben: Sie leuchtet die dunklen Ecken ihres Lebens aus, ganz ohne Scham. Ihre Kunst spaltet immer noch die Meinungen, wie das Gästebuch der Tate Modern zeigt: „Schrecklich“, schrieb eine Person. „Deprimierend und männerfeindlich“, fand eine andere. Besonders Frauen hingegen äußern Begeisterung: „Wir brauchen mehr Darstellungen von Abtreibung in der Kunst. Danke, dass Sie das Tabu gebrochen haben“, so eine Besucherin. Eine andere notierte: „Ich fühle mich so gesehen.“

Kritiker warfen Emin immer wieder „Oversharing“ vor. Auch wegen ihres Party-Girl-Images der 1990er-Jahre nahmen viele sie als Künstlerin nicht ernst. Dabei war sie in vielerlei Hinsicht revolutionär: Lange vor #MeToo thematisierte sie Vergewaltigung und richtete den Blick auf die Täter. Sie gehörte zu den wenigen Künstlerinnen, die sich damals mit Abtreibung auseinandersetzten, und das auf eine zutiefst persönliche Weise. In ihrem Film *How It Feels* erzählt sie von einer traumatischen Abtreibung, bei der Fehler gemacht wurden. Das Erlebnis beschreibt sie darin schonungslos.

Tracey Emins Werke wurden für Millionenbeträge verkauft und weltweit ausgestellt. Sie gründete 2023 die Tracey Emin Foundation, die sich der Förderung junger KünstlerInnen widmet. König Charles III. ernannte sie letztes Jahr zur Dame. Ihre rebellische Zeit mag die Künstlerin hinter sich haben, ihre schonungslose Kunst ist in Zeiten digitaler Filter, Online-Misogynie und anhaltender Debatten über Frauenrechte jedoch relevanter denn je. ●

Tracey Emin – A Second Life ist noch bis zum 31. August in der Tate Modern in London zu sehen

land

29.05.2026

Le Ratelach
a sorti
la terrasse



Dix ans du trou à rats

IIII Yolène Le Bras

« L’ambiance d’un bar dépend de la personne qui le gère », assure René Penning, directeur de la Kulturfabrik. Le Ratelach, bistrot de la KuFa s’est imprégné, à l’occasion de son dixième anniversaire, de la personnalité de Julia Robin. Le CV de la jeune femme, origines italiennes et branche d’olivier tatouée dans le cou, est arrivé sous la forme d’une bouteille. À l’intérieur, une bière artisanale née d’une collaboration entre un torréfacteur et un brasseur nancéiens et, à l’extérieur, une candidature déposée le dernier jour possible. Deux mois plus tard, la nouvelle gérante du Ratelach, (« trou à rats »), parle déjà du lieu comme d’une évidence : « J’ai l’impression que les astres étaient alignés ! » Elle a su convaincre René Penning qui recherchait des personnes capables, outre le service des boissons, de porter les valeurs du lieu et de s’intéresser à la programmation artistique.

Depuis son ouverture en 2016, le Ratelach revendique une identité difficile à classer. « Plus qu’un bar, c’est un lieu de vie », affirme Julia. Il y a dix ans, la cour de la Kulturfabrik n’était encore qu’un parking gris où les visiteurs se garaient avant les représentations. Peu à peu, elle est devenue plus conviviale avec l’ajout de plantes, d’un nouvel éclairage ou de graffitis artistiques. Le Ratelach apparaît aujourd’hui comme une extension naturelle du centre culturel, un endroit où prolonger les soirées avant ou après les spectacles. Pour le public, évidemment, mais aussi pour les artistes : « Certains projets sont nés de rencontres au Ratelach », s’enthousiasme la nouvelle responsable. On y vient pour boire une bière mais aussi pour écrire, lire, discuter pendant des

heures ou réparer son vélo... Julia imagine déjà des ateliers participatifs, des blinks tests animés par le public : des événements hybrides qui brouillent la frontière entre consommation et participation. « Créer une ambiance, choisir la lumière, la musique, les produits que l’on sert, tout ça relève presque de l’art car la teneur des débats diffère selon la lumière ou le volume sonore », estime la jeune femme. Ancienne responsable dans plusieurs bars d’un réseau brassicole français, Julia insiste sur l’expérience collective : « Le but, c’est que les gens passent un bon moment ». Derrière le comptoir, cela se traduit par une nouvelle carte avec, notamment, un twist de margarita au bissap, une infusion d’hibiscus, ou encore des mocktails fruités servis dans des verres à l’esthétique particulièrement soignée.

Malgré les évolutions, le lieu conserve quelque chose de fidèle à l’esprit de la Kulturfabrik. René Penning rappelle que l’institution culturelle est née dans les années 1980 d’une occupation alternative, sans impulsion politique initiale, et qu’elle reste aujourd’hui l’un des rares espaces culturels luxembourgeois à revendiquer une indépendance idéologique forte. Le Ratelach s’inscrit dans cette continuité. « Pour nous, les dix ans du Ratelach font partie d’une histoire plus longue : celle des quarante ans de la Kulturfabrik ». Cette continuité se lit aussi dans le public. Le bar attire autant des habitués de la scène culturelle que des personnes venues « juste » boire un verre. Certaines découvrent ensuite un concert ou une exposition presque par hasard. « Les centres culturels peuvent impressionner, le Ratelach désacralise un peu cet accès », reconnaît Julia. René Penning

acquiesce : « Beaucoup de visiteurs fréquentent le bar sans forcément connaître la programmation du lieu, avant d’y entrer progressivement, de fil en aiguille ».

Si le Covid a bouleversé les programmations culturelles, la KuFa lui doit une transformation réussie. Contraint par les restrictions sanitaires, le bistrot a investi l’extérieur et propose une version estivale : le Summer Bar. D’après les deux responsables, les moments marquants du Ratelach ne prennent pas la forme d’événements spectaculaires. Ce sont plutôt des rencontres, des artistes en résidence qui se retrouvent chaque soir sur la terrasse, des groupes d’amis qui se sont connus au bar et continuent de s’y retrouver chaque semaine, un écrivain qui vient travailler des heures devant une bière différente à chaque visite... Des travaux de rénovation devraient obliger la Kulturfabrik à quitter temporairement le site à partir de 2027 et l’équipe cherche déjà un lieu alternatif pour maintenir ses activités avant un retour annoncé quelques années plus tard. À voir ce qui naîtra de cette nouvelle contrainte.

Quant au nom, il continue de faire sourire. « Je suis un peu déçu qu’il n’y ait pas de vrais rats », plaisante Julia, désormais surnommée « Maître Splinter » par l’équipe. Quelques petits rongeurs dessinés sur les murs suffisent finalement à rappeler l’origine du lieu... et peut-être aussi sa philosophie : discrète, marginale juste ce qu’il faut, mais parfaitement installée dans les interstices de la ville. ●

L’ENDROIT

Cômo

À la rue des Remparts, au centre d’Esch-sur-Alzette, le restaurant Cômô ouvre un nouveau chapitre de son



histoire. Daniel Favaro, avec son épouse Evie, a rejoint l’établissement de son père, Renato pour l’accompagner le quotidien du restaurant. Pas une reprise brutale, mais une transition progressive, fidèle à l’esprit de cette maison qui s’est construite dans la durée. En 1989, Renato Favaro reprend l’Auberge Royale et lui donne son nom. Il n’a pas trente ans et hisse cette adresse dans les sommets gastronomiques, accrochant une étoile Michelin à sa porte pendant près de vingt ans. Lassé par la pression des récompenses, le chef

change de cap en 2018, pour donner naissance au Cômô, nom choisi en hommage à sa ville natale. Place à une cuisine plus accessible, plus familiale, centrée sur le produit. « On a enlevé les nappes blanches et les cravates », résume-t-il, avec le sourire.

Aujourd’hui, à 63 ans, le chef commence à parler de retraite et passe le flambeau à son fils. Comme beaucoup d’enfants de restaurateurs, Daniel Favaro a grandi entre les cuisines, les services et les coups de feu. Petit, il aide son père qui

pourtant tenter de l’orienter vers d’autres métiers. Conscient des sacrifices qu’impose la restauration, il suit d’abord des études d’économie puis de psychologie avant de partir aux Pays-Bas. Mais malgré ces expériences professionnelles, une évidence finit par s’imposer. « En réalité, j’adore la restauration, une passion que je ne retrouve nulle part ailleurs », confie le jeune homme. Quand il rencontre Evie, alors employée dans le restaurant étoilé à Tilburg, ils sautent le pas ensemble

et développent leur expertise dans le service et la sommellerie.

Si Renato orchestre toujours la cuisine, Daniel et Evie prennent progressivement leur place. La cuisine est élégante et raffinée, sans pour autant perdre l’essence même de la véritable cuisine italienne. La bruschetta au lard de Colonnata (photo : fc) comme l’osso bucco sur un risotto milanais au safran sont la preuve que les choses les plus simples peuvent devenir formidables lorsque les



ingrédients sont exceptionnels. Les vins sont particulièrement bien sourcés et sont proposés en accord avec les plats de manière subtile. FC

PRINTED IN LUXEMBOURG